



NOTRE **EXPERTISE**
VOTRE **RÉUSSITE**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INNOVATION
ET DES EXPORTATIONS

BUDGET

RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX

2015 • 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q01-	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
Q02-	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
Q03-	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
Q04-	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p><u>Par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q05-	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p><u>Organisée par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
Q06-	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.
Q07-	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
Q08-	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
Q09-	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
Q10-	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q11-	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;e) une description de son mandat;f) la date de début de son contrat;g) la date prévue de fin de son contrat;h) sa rémunération annuelle.
Q12-	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet;b) la nature du projet;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;e) les plus récentes évaluations du coût du projet;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :<ul style="list-style-type: none">- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.
Q13-	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source; <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none">f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none">j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">I. a) au Québec;II. b) à l'extérieur du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q14-	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
Q15-	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); <ul style="list-style-type: none"> - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
Q16-	<p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q17-	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de la location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
Q18-	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et des autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
Q19-	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
Q20-	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
Q21-	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
Q22-	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2015-2016.
Q23-	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par catégorie d'emploi (cadre, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) les prévisions pour 2015-2016; c) par catégorie d'âge.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q24-	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
Q25-	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégorie.
Q26-	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
Q27-	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
Q28-	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
Q29-	Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
Q30-	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
Q31-	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
Q32-	La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
Q33-	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q34-	Tel que le mentionne la <i>Politique de financement des services publics</i> , l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.
Q35-	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
Q36-	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
Q37-	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
Q38-	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
Q39-	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
Q40-	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
Q41-	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés; c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.
Q42-	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
Q43-	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
Q44-	Coût de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
Q45-	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
Q46-	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
Q47-	Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

No. questions	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q48-	<p>Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>.</p> <p><u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
Q49-	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
Q50-	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la masse salariale; b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
Q51-	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>
Q52-	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor, le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2015-2016.</p>
Q53-	<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
Q54-	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 1

- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a) les détails de ces ententes;
 - b) les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
1	2014-04-14 2014-04-16	Washington (Etats-Unis d'Amérique)	Participer à la 3e rencontre intergouvernementale sur l'analyse du cycle de vie des produits, des procédés et services dans le but de faire rayonner l'expertise du Québec en la matière et de faire connaître la base de données québécoise ICV.	1 199,85 \$	Peter Edwards
2	2014-04-14 2014-04-30	Shenzhen Shanghai Hangzhou Nanjing Yixing Qingdao Jinan Tianjin Beijing (Chine)	Coordonner et accompagner des entreprises québécoises à la plus importante foire commerciale dans le secteur des équipements médicaux, soit China International Medical Equipment Fair (CMEF).	7 095,02 \$	Michèle Dicaire
3	2014-04-19 2014-04-25	Santiago (Chili)	Coordonner la mission commerciale ExpoMin 2014.	2 307,24 \$	Jacques-Henri Mathieu
4	2014-04-23 2014-04-23	Ottawa (Canada)	Participer à l'activité organisée par le Pôle Transport Terrestre « Journée fournisseurs Alstom ».	242,74 \$	Nawal Cherief
5	2014-04-25 2014-05-01	Londres (Royaume-Unis)	Diriger et accompagner 10 entreprises du secteur de la sécurité dans leur processus de développement et de consolidation de marché au Royaume-Uni et en Europe dans le cadre de la foire Counter terror expo 2014.	3 399,54 \$	Johanne Patoine
6	2014-04-27 2014-04-29	Albany (États-Unis d'Amérique)	Participer à l'organisation d'un « focus group » en nanotechnologies et d'un séminaire dans le cadre d'activités promotionnelles organisées en marge de l'Advance Energy Conference et visant à relancer les collaborations en recherche et en innovation entre le Québec et New York.	786,77 \$	Guy Berthiaume
7	2014-04-29 2014-04-29	Edmundston (Canada)	Participer à une réunion du comité de développement économique du Congrès mondial acadien 2014.	119,58 \$	Jean-François Lebel Rachel Banville
8	2014-05-08 2014-05-08	Toronto (Canada)	Participer au séminaire Québec - pays nordiques.	731,11 \$	Hasna Rouighi
9	2014-05-10 2014-05-17	Hô Chi Minh Ville (Viêt Nam)	Participer à la rencontre des négociateurs en chef et des experts concernant le Partenariat transpacifique.	4 294,63 \$	Lucie Demers

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
10	2014-05-14 2014-05-16	Ottawa (Canada)	Participer au Congrès 2014-2015 de l'Association des économistes québécois (AEQ).	2 345,71 \$	Nadia Lemzoudi Claude Boucher Emmanuel Yao Julie Prézeau Michel Clément
11	2014-05-15 2014-05-25	Tel Aviv-Jaffa (Israël)	Accompagner des entreprises dans le secteur des équipements médicaux dans le cadre de la foire commerciale « Israel Innovation Conference ».	5 011,77 \$	Jocelyn Neron
12	2014-05-17 2014-05-29	Abuja Lagos (Nigeria) Douala Yaoundé (Cameroun) Libreville (Gabon)	Diriger une mission commerciale multisectorielle regroupant une délégation d'une vingtaine d'entreprises et d'organisations québécoises et participer au New York Forum Africa (NYFA).	7 088,86 \$	Alain Carrier
13	2014-05-22 2014-05-24	Halifax Nouvelle-Écosse (Canada)	Participer à la conférence internationale organisée par le Centre of Excellence in Accounting and Reporting for Co-operatives et l'Université Saint Mary's (Sobey School of Business).	0,00 \$ (Les coûts ont été assumés par les organisateurs de la conférence)	Mélanie Dumont
14	2014-05-27 2014-05-28	Ottawa (Canada)	Participer à une réunion du Comité conseil provincial-territorial du Conseil canadien des normes.	0,00 \$ (Les coûts ont été assumés par le Conseil canadien des normes)	Yves Blouin (Directeur)
15	2015-05-28 2014-06-01	Vancouver (Canada)	Participer à la 25e conférence annuelle de la Société canadienne de Bioéthique.	2 779,79 \$	Nicole Beaudry (Secrétaire générale de la CEST)
16	2014-05-30 2014-06-07	Abidjan (Côte d'Ivoire) Ouagadougou (Burkina Faso)	Coordonner un programme de rencontres d'affaires afin d'accroître les relations commerciales des entreprises québécoises avec des partenaires actuels et potentiels de chacun des pays visés.	3 619,82 \$	Élise Roy
17	2014-06-01 2014-06-03	Atlanta North-Charleston Savannah (États-Unis d'Amérique)	Coordonner un programme économique à la mission Région Partenaires (mission ministérielle).	2 501,48 \$	Jean Séguin (Sous-ministre adjoint) Daniel Dignard
18	2014-06-08 2014-06-12	Saint-Jean (Canada)	Participer à la réunion trimestrielle du Comité fédéral-provincial-territorial sur le commerce (C-Commerce).	2 695,82 \$	Jean-François Raymond (Directeur) Patrick Muzzi (Directeur)
19	2014-06-08 2014-06-21	Shanghai (Chine) Singapour (Singapour)	Coordonner et diriger une mission commerciale afin de participer à deux salons dans le secteur des télécommunications : CommunicAsia et Mobile Asia Expo.	5 575,50 \$	Juan Sun

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
20	2014-06-09 2014-06-19	Bruxelles (Belgique) Munich (Allemagne) Paris (France)	Représenter le gouvernement du Québec dans le cadre de rencontres stratégiques entre le Canada et la Commission européenne.	5 173,66 \$	Inji Yaghmour
21	2014-06-11 2014-06-12	Saint-Jean (Canada)	Participer à la réunion des représentants du commerce intérieur.	949,89 \$	Marie-Andrée Marquis
22	2014-06-13 2014-06-21	Moscou (Russie)	Préparer, coordonner et accompagner les entreprises québécoises au salon World Petroleum Congress.	3 809,97 \$	Anis Ouanes
23	2014-06-13 2014-06-29	Hô Chi Minh Ville (Viêt Nam) Jakarta (Indonésie)	Organiser, coordonner et diriger une mission de développement d'affaires au Vietnam et en Indonésie à laquelle 6 entreprises ont participé.	5 413,68 \$	Valérie Boissonneault
24	2014-06-15 2014-06-17	Ottawa (Canada)	Assister aux rencontres fédérales-provinciales-territoriales sur les activités internationales liées à l'éducation.	0,00 \$ <small>(Les coûts ont été remboursés par le MEERS)</small>	Jason Naud
25	2014-06-16 2014-06-19	Toronto (Canada)	Assurer la conduite des sessions de travail avec l'équipe commerciale du Bureau du Québec à Toronto (BQT) et participer aux réunions avec les partenaires locaux pour la réalisation de la programmation d'activités 2014-2015.	1 528,01 \$	Nathalie Boyd
26	2014-06-17 2014-06-19	Charlottetown (Canada)	Participer à la réunion annuelle du Comité fédéral-provincial-territorial sur la réforme réglementaire et la gouvernance.	1 390,79 \$	Yves Blouin (Directeur)
27	2014-06-20 2014-06-27	San Diego (États-Unis d'Amérique)	Participer à la mission ministérielle dans le cadre du congrès international Biotechnology Industrial Organization (BIO 2014).	17 474,45 \$	Jacques Daoust (Ministre) David Provencher (Attaché politique) Marie-Josée Blais (Directrice) Michèle Houpert (Directrice) Guy Berthiaume Vanessa Marsan
28	2014-06-21 2014-06-25	Mexico (Mexique)	Participer au 10e Sommet mondial des Comités nationaux d'éthique et de bioéthique.	2 329,42 \$	Nicole Beaudry (Secrétaire générale de la CEST)
29	2014-07-01 2014-07-07	Ottawa (Canada)	Participer à la réunion fédérale-provinciale-territoriale et session de négociation concernant le Partenariat transpacifique.	1 869,58 \$	Patrick Muzzi (Directeur)
30	2014-07-06 2014-07-11	Ottawa (Canada)	Participer à la session de négociation concernant le Partenariat transpacifique.	1 959,50 \$	Lucie Demers

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
31	2014-07-09 2014-07-10	Ottawa (Canada)	Participer à la préparation de la déclaration d'intention Canada - Union européenne - États-Unis sur l'accord Galway (entente tripartite transatlantique Canada - Union européenne - États-Unis portant sur le domaine des sciences de la mer et de l'Arctique).	370,61 \$	Hasna Rouighi
32	2014-07-10 2014-07-12	Kelowna (Canada)	Participer à une rencontre avec Mitacs afin de maximiser les retombées économiques pour le Québec.	1 377,93 \$	Jean Belzile (Sous-ministre adjoint)
33	2014-07-10 2014-07-20	Londres (Royaume-Uni)	Participer au Salon international de l'aéronautique de Farnborough.	28 891,33 \$	Jacques Daoust (Ministre) David Provencher (Attaché politique) Gilles Brabant Lydie Bussières Salvador Paniagua Jean-Marc Rochon
34	2014-07-13 2014-07-16	Bretton Woods (�tats-Unis d'Amérique)	Assister à la 38e conférence des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC).	1 063,00 \$	Marie-Michèle Brien
35	2014-07-15 2014-07-16	Toronto (Canada)	Participer à une rencontre avec des représentants du gouvernement de l'Ontario pour discuter des modifications aux régimes forestiers québécois et ontariens et de leurs impacts relativement au dossier de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les �tats-Unis.	652,87 \$	Patrick McSweeney
36	2014-08-04 2014-08-05	Ottawa (Canada)	Participer à la rencontre fédérale-provinciale-territoriale sur l'accord économique et commercial global (AECG).	777,01 \$	Patrick Muzzi (Directeur)
37	2014-08-19 2014-08-22	Fort Kent (�tats-Unis d'Amérique)	Participer à la conférence sur l'exportation dans le cadre du Congrès mondial acadien.	1 230,65 \$	Denis Goulet (Directeur) Marie-Michèle Brien Jean-François Lebel Rachel Banville
38	2014-08-20 2014-08-22	Burlington (�tats-Unis d'Amérique)	Participer à des discussions concernant les prochaines interventions conjointes avec une préoccupation particulière pour le secteur de la santé entre l'Estrie et le Vermont.	820,60 \$	Mounir Lahmani
39	2014-08-29 2014-09-07	Bangalore Delhi Mumbai (Inde)	Organiser, coordonner et diriger une mission de développement d'affaires à laquelle 7 entreprises ont participé.	3 441,18 \$	Valérie Boissonneault
40	2014-08-31 2014-09-12	H� N�i (Viêt Nam)	Participer à la réunion des négociateurs en chef et des experts concernant les négociations du Partenariat transpacifique.	4 110,17 \$	Véronique Bilodeau

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
41	2014-09-20 2014-09-24	Groton (États-Unis d'Amérique)	Coordonner un programme économique à la mission Sommet mondial de l'aérospatiale.	542,03 \$	Marie-Michèle Brien
42	2014-09-20 2014-09-27	Berlin (Allemagne)	Participer au salon Innotrans, la plus importante foire ferroviaire au monde.	2 792,89 \$	Nicolas Martin
43	2014-09-21 2014-09-22	Toronto (Canada)	Participer à la rencontre du groupe de travail de la mission des premiers ministres des provinces canadiennes en Chine dans le cadre du Conseil de la fédération en octobre 2014.	858,60 \$	Jean-Christophe Sinclair
44	2014-09-21 2014-09-28	Düsseldorf (Allemagne)	Coordonner et diriger un groupe d'entreprises spécialisées dans le domaine des technologies médicales lors de la réalisation d'une mission économique dans le cadre du salon Rehacare.	1 980,19 \$	Anick Leclerc
45	2014-09-22 2014-09-26	Las Vegas (États-Unis d'Amérique)	Participer à la mission commerciale dans le secteur minier.	745,23 \$	Jacques-Henri Mathieu
46	2014-09-22 2014-10-03	Almaty (Kazakhstan) Bakou (Azerbaïdjan)	Accompagner et soutenir une dizaine d'entreprises québécoises dans leurs démarches de développement sur le marché de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan.	4 796,69 \$	Anis Ouanes
47	2014-09-26 2014-10-04	Bogota (Colombie)	Diriger une mission commerciale de 6 entreprises à la foire internationale de Bogota. Accompagner les entreprises lors des rencontres personnalisées.	2 211,10 \$	Véronica Acuna
48	2014-09-28 2014-10-05	Guadalajara México (Mexique)	Participer au Congrès mondial des technologies de l'information afin d'accroître les exportations d'une vingtaine d'entreprises québécoises sur les importants marchés Mexicain et latino-américains.	3 100,84 \$	Jacques Daoust (Ministre) David Provencher (Attaché politique) Dominic Têtu
49	2014-09-29 2014-09-30	Toronto (Canada)	Participer à titre d'observateur à l'évaluation scientifique de quatre projets soumis par les universités québécoises dans le cadre du concours 2015 du Fonds d'innovation de la Fondation canadienne pour l'innovation.	625,64 \$	Dany Bussièrès
50	2014-09-30 2014-10-01	New York (États-Unis d'Amérique)	Participer à la mission commerciale dans le cadre de l'Advertising Week.	2 594,62 \$	Nawal Cherief
51	2014-10-02 2014-11-01	Beijing Jinan Shanghai (Chine) Kyôto Tôkyô (Japon)	Participer à la mission scientifique au Japon et à la mission du premier ministre en Chine.	13 158,38 \$	Jason Naud
52	2014-10-04 2014-10-11	Düsseldorf Munich (Allemagne)	Participer à la foire Aluminium 2014 et procéder à des visites industrielles.	2 419,52 \$	Valérie Lalancette Tremblay

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
53	2014-10-06 2014-10-06	Toronto (Canada)	Participer à la réunion sur l'Accord Québec-Ontario.	818,51 \$	Marie-Andrée Marquis
54	2014-10-11 2014-10-16	Sao Paulo (Brésil)	Appuyer le développement d'affaires de nos PME du secteur des télécommunications sur le marché brésilien.	2 067,45 \$	Véronique Perron
55	2014-10-11 2014-11-01	Beijing Jinan Qingdao Shanghai (Chine)	Participer à la mission du premier ministre et du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Chine dans le but notamment d'appuyer les entreprises, les universités et centres de recherche participants qui souhaitent profiter de nombreuses occasions d'affaires et faire la promotion de leurs produits et services. Cette mission a également pour but de renforcer les liens économiques et politiques.	33 942,71 \$	Jacques Daoust (Ministre) Marie-Ève Jean (Directrice) Marie-Josée Blais (Directrice) Pascal D'Astous (Attaché politique) Geneviève Rolland Magdalena Planeta Michèle Dicaire Zuoquan Wang
56	2014-10-12 2014-10-15	Houston (États-Unis d'Amérique)	Participer à l'exposition American Public Transportation Association (APTA) 2014.	3 837,38 \$	Martin Couillard Daniel Dignard
57	2014-10-15 2014-10-15	Ottawa (Canada)	Participer à la réunion sur le Partenariat transpacifique.	1 840,04 \$	Jean-François Raymond (Directeur) Frédéric Legendre
58	2014-10-15 2014-10-16	Ottawa (Canada)	Participer à une réunion du Comité conseil provincial-territorial du Conseil canadien des normes.	0,00 \$ (Les coûts ont été assumés par le Conseil canadien des normes)	Yves Blouin (Directeur)
59	2014-10-17 2014-10-24	Abu Dhabi Dubai (Émirats arabes unis) Doha (Qatar)	Diriger une mission commerciale multisectorielle regroupant une délégation d'entreprises québécoises issues de différents secteurs et participer au Salon Milipol.	3 687,01 \$	Élise Roy
60	2014-10-19 2014-10-28	Sydney (Australie)	Participer à la rencontre des négociateurs en chef et à la rencontre ministérielle du Partenariat transpacifique.	4 690,01 \$	Frédéric Legendre
61	2014-10-20 2014-10-25	Orlando (États-Unis d'Amérique)	Organiser une mission commerciale pour 13 entreprises du secteur aérospatial au Salon National Business Aviation Association (NBAA) 2014.	1 618,16 \$	Salvador Paniagua
62	2014-10-26 2014-10-28	Kingston (Canada)	Participer à la formation - Sixth annual Queen's Institute on Trade Policy.	520,36 \$	Nadia Lemzoudi
63	2014-10-26 2014-10-28	Regina (Canada)	Participer à une rencontre pour le commerce intérieur.	5 654,96 \$	Jean-François Raymond (Directeur) Marie-Andrée Marquis Jean-Francois Lord Stéphane Rochette Raymond Tremblay

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
64	2014-10-27 2014-10-30	Ottawa (Canada)	Participer à la réunion du Comité fédéral-provincial-territorial sur le commerce (C-Commerce) et à une rencontre sur le bois-d'oeuvre.	1 879,79 \$	Jean-François Raymond (Directeur) Émilie St-Pierre Lucie Demers
65	2014-11-04 2014-11-06	Vancouver (Canada)	Participer à la rencontre annuelle du Centre de commerce mondial du Conference Board du Canada.	1 356,89 \$	Isabelle Phaneuf (Directrice)
66	2014-11-05 2014-11-12	Sao Paulo Viçosa (Brésil)	Appuyer le développement d'affaires de nos PME du secteur vétérinaire et de la transformation alimentaire sur le marché brésilien en participant à la foire « Innovet ».	2 726,77 \$	Véronique Mailloux
67	2014-11-07 2014-11-16	Bangalore Mumbai (Inde)	Accompagner une délégation de gens d'affaires en Inde dans le cadre d'un salon en informatique.	4 265,45 \$	Jocelyn Neron
68	2014-11-10 2014-11-10	Toronto (Canada)	Participer au lancement des négociations relatives aux marchés publics de l'Accord de coopération et de commerce entre le Québec et l'Ontario.	1 662,17 \$	Frédéric Legendre Marie-Andrée Marquis Patrick McSweeney
69	2014-11-10 2014-11-14	Sao Paulo (Brésil)	Diriger une mission commerciale dans le domaine du transport ferroviaire.	1 626,59 \$	Malika Dehraoui
70	2014-11-13 2014-11-14	Washington (États-Unis d'Amérique)	Participer à la 25e conférence annuelle de la Société internationale de neuroéthique.	823,11 \$	Dominic Cliche
71	2014-11-17 2014-11-19	Ottawa (Canada)	Participer à une session de travail portant sur les programmes de financement en recherche et innovation dédiés aux collaborations internationales. Participer à la 12e réunion du Comité mixte de coopération scientifique et technologique.	553,20 \$	Marie-Josée Blais (Directrice)
72	2014-11-17 2014-11-26	Pusan Séoul (Corée du Sud)	Coordonner et diriger une mission commerciale en Corée afin de participer au salon G-Star et rencontrer des partenaires d'affaires dans le secteur du jeu vidéo.	2 936,03 \$	Juan Sun
73	2014-11-26 2014-12-04	Dakar (Sénégal) Paris (France)	Diriger une mission commerciale multisectorielle regroupant une délégation québécoise d'une vingtaine d'entreprises et d'organisations pour participer au Forum économique de la Francophonie et réaliser les rencontres économiques reliées à la mission du premier ministre.	7 277,39 \$	Elena Voicu (Directrice)
74	2014-11-29 2014-12-05	Sao Paulo (Brésil)	Appuyer le développement d'affaires de nos PME sur le marché brésilien, mesurer le potentiel que peut représenter le Brésil et comprendre la complexité d'y faire des affaires.	2 354,03 \$	Véronique Perron

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
75	2014-11-29 2014-12-09	Dakar (Sénégal) Douala Yaoundé (Cameroun)	Diriger une mission commerciale multisectorielle et participer au Forum économique de la Francophonie de Dakar.	5 609,56 \$	Alain Carrier
76	2014-11-30 2014-12-05	Toulouse (France)	Organiser une mission commerciale pour 12 entreprises du secteur aérospatial à la Convention d'affaires Aéromart Toulouse 2014.	2 197,63 \$	Salvador Paniagua
77	2014-12-09 2014-12-11	Toronto (Canada)	Participer à la rencontre préparatoire aux rondes de négociation.	2 197,10 \$	Lucie Demers Marie-Andrée Marquis
78	2014-12-10 2014-12-12	Washington (États-Unis d'Amérique)	Participer aux négociations du Partenariat transpacifique et rencontrer les avocats conseils dans le dossier du bois d'oeuvre de même que le responsable du dossier à l'Ambassade du Canada.	2 663,57 \$	Jean-François Raymond (Directeur)
79	2015-01-06 2015-01-17	Ahmedabad Bangalore Mumbai (Inde)	Accompagner et diriger une délégation de 8 entreprises du Québec dans une mission commerciale multisectorielle dans le cadre de la foire Vibrant Gujarat.	3 717,09 \$	Marie-Michèle Brien
80	2015-01-10 2015-01-13	New York (États-Unis d'Amérique)	Organiser une mission commerciale au National Retail Federation (NRF).	1 406,96 \$	Nawal Cherief
81	2015-01-13 2015-01-15	Toronto (Canada)	Participer à la première ronde de négociation pour le renouvellement de l'Accord sur le commerce intérieur.	2 238,79 \$	Lucie Demers Marie-Andrée Marquis
82	2015-01-17 2015-01-24	Tôkyô (Japon)	Accompagner des entreprises participant à l'International fashion fair de Tokyo. Organiser un séminaire sur le marché japonais et des activités de réseautage.	2 321,69 \$	Louis-Philippe Forget
83	2015-01-19 2015-01-20	Toronto (Canada)	Participer à la rencontre des équipes de négociation du chapitre sur les marchés publics de l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario.	1 146,75 \$	Émilie St-Pierre Frédéric Legendre
84	2015-01-19 2015-01-24	Davos (Suisse)	Participer au Forum économique mondial.	6 835,86 \$	Jacques Daoust (Ministre) Armand Dubois (Attaché politique)
85	2015-01-27 2015-01-31	New York (États-Unis d'Amérique)	Participer à la négociation du Partenariat transpacifique.	1 366,47 \$	Jean-François Raymond (Directeur)
86	2015-02-01 2015-02-07	México Monterrey (Mexique)	Participer à une mission commerciale dans le domaine de la santé et des technologies de l'information et communication (TIC) afin d'appuyer 12 représentants de PME québécoises exportatrices.	2 380,38 \$	Dominic Têtu

Question 1

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, Nom Titre
87	2015-02-07 2015-02-13	Cap (Afrique du Sud)	Accompagner une dizaine de représentants d'entreprises québécoises en assurant la mise en oeuvre des programmes de rencontres d'affaires, en collaboration avec des ambassades et des hauts-commissariats du Canada présents à Mining Indaba, afin de maximiser le potentiel des retombées économiques au Québec.	3 145,30 \$	Alain Carrier
88	2015-02-09 2015-02-11	Washington (États-Unis d'Amérique)	Participer à une rencontre avec les représentants du gouvernement de l'Ontario relative à l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux.	1 100,62 \$	Patrick McSweeney
89	2015-02-11 2015-02-13	Toronto (Canada)	Participer aux négociations pour le renouvellement de l'Accord sur le commerce intérieur.	1 946,28 \$	Lucie Demers Marie-Andrée Marquis
90	2015-02-13 2015-02-13	Toronto (Canada)	Participer à la deuxième ronde de négociations pour le renouvellement de l'Accord sur le commerce intérieur.	839,67 \$	Frédéric Legendre
91	2015-02-17 2015-02-19	Ottawa (Canada)	Participer à une rencontre intergouvernementale (fédéral et autres provinces et territoires) qui porte sur la politique commerciale (Réunions C-Commerce). Participer à une rencontre avec les représentants du gouvernement fédéral dans le cadre du litige contre Lone Pine Resources.	1 614,86 \$	Jean-François Raymond (Directeur) Jean-François Lord Tristan Lambert
92	2015-02-24 2015-03-07	Bordeaux Paris (France)	Participer à une mission économique accompagnée d'une délégation d'une quarantaine d'entreprises.	14 963,18 \$	Jacques Daoust (Ministre) David Provencher (Attaché politique) Élise Roy Raymond Mark
93	2015-02-26 2015-03-06	Barcelone (Espagne)	Coordonner et diriger un groupe d'entreprises spécialisées dans le domaine des technologies de l'information et des communications lors de la réalisation d'une mission économique dans le cadre du salon Mobile World Congress.	3 060,48 \$	Anick Leclerc
94	2015-02-27 2015-03-08	Sfax (Tunisie) Rabat (Maroc) Alger (Algérie) Paris (France)	Participer à la mission commerciale dans le but de maximiser le potentiel de retombées économiques au Québec et aider à consolider les relations établies par une dizaine d'entreprises.	4 474,62 \$	Marie-Hélène Sultan

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d’organismes pour 2014-2015 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

Ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Date du voyage	Itinéraire	Coût
2014-06-02	Montréal - Rivière-du-Loup - Bonaventure - Québec - Montréal	2 495,69 \$
2014-06-16	Montréal - Québec - Roberval - Sept-Îles - Québec	2 168,13 \$
2014-07-10	Québec - Chibougamau - Québec	1 123,15 \$
2014-07-10	Chibougamau	1 999,50 \$
2014-11-04	Québec - Montréal - Québec	851,51 \$
2014-12-19	Montréal - Bagotville - Montréal	1 006,84 \$
2015-02-02	Bagotville - Montréal	1 154,52 \$
2015-02-05	Québec - Amos - Val d'Or -Québec	1 412,23 \$

Ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional

Date du voyage	Itinéraire	Coût
2014-11-17	Québec - Sept-Îles - Québec	2 071,82 \$
2014-11-21	Québec - Îles-de-la-Madeleine - Québec	2 510,88 \$
2015-01-29	Québec - Chibougamau - Québec	1 498,98 \$
2015-01-30	Québec - Rouyn-Noranda - Québec	2 211,21 \$

Question 3

- Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
 - b) les noms des firmes de publicité;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Communications - publicité

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Centre de services partagés du Québec	29 730

Communications - commandites

ORGANISME	MONTANTS (\$)
CCI Rimouski-Neigette	3 500
CC Val d'Or	3 500
CC Grand Joliette	2 000
CCI Cœur-du-Québec	2 000
CC MRC Maskinongé	3 500
CC MRC de L'Assomption	2 000
CCI MRC Deux-Montagnes	2 000
CCI Bois-Francs / Érable	3 500
CCI Thetford Mines	2 000
CCI Royal Roussillon	2 000
Centre d'entrepreneurship Dobson-Lagassé	1 500
Novae	500
SADC Chibougamau-Chapais	2 000
Place aux jeunes en région (PAJR)	1 500
Association mathématique du Québec	500
Chambre de commerce et d'industrie Lac-Saint-Jean	3 500

Question 3	Suite
-------------------	-------

Réponse :

ORGANISME	MONTANTS (\$)
Réseau des femmes d'affaires du Québec (RFAQ)	10 000
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	5 000
Chambre de commerce et d'industrie de Shawinigan	3 500
Société de développement économique Thérèse-De Blainville	2 000
Chambre de commerce Baie-des-Chaleurs	2 000
Association pour le développement de la recherche et de l'innovation au Québec (ADRIQ)	8 000
Chambre de commerce de Charlevoix	2 000
Chambre de commerce de Sherbrooke	3 500
Chambre de commerce Vallée de la Petite-Nation	2 000

Communications – Communiqués de presse

Mois	Nombre de communiqués diffusés sur les fils de presse	Coûts (\$)
Total	163	2 366

Commerce extérieur – publicité

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Biotechnology Industry Organization	22 540
Farnborough International	23 840
Digital Marketing & Advertising Technologies (NY)	195
Technocentre éolien	1 000

Commerce extérieur – articles promotionnels

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Créapub Design	2 984
KKP Print Services	48
2973-8739 Québec inc. (Produits de l'érable St-Ferdinand B. enr.)	390

Politiques économiques - publicité

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Fédération des coopératives forestières	950
Graphiscan	61

Question 3

Suite

Réponse :

Politiques économiques – articles promotionnels

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Reprographic	116
Copiexpress MP reproductions	274

Industries stratégiques, projets économiques majeurs et sociétés d'État – articles promotionnels

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Graphsynergie	575

Services aux entreprises et Affaires territoriales - publicité

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Le Soleil	3 351

Innovation – publicité

FOURNISSEUR	DÉPENSES (\$)
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Service de l'impression	2 320
JPAQ	1 500
Publications BLD	326
Chambre de commerce de Montréal métropolitain	900
Différents fournisseurs	10 147

Innovation – commandites

ORGANISME	MONTANTS (\$)
École de technologie supérieure	10 000
Commission de l'éthique en science et en technologie	20 000
Association mathématique du Québec	500
Association pour l'enseignement de la science et de la technologie au Québec (AESTQ)	3 000
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	5 000
Association pour le développement de la recherche et de l'innovation au Québec (ADRIQ)	8 000

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements, ventilé par type d'événement.

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Réponse :

Type d'événement	But visé	Mode d'octroi du contrat	Fournisseur	Montant
Femmessor	Annoncer l'attribution d'un soutien financier de 1 M\$ à cette organisation.	Gré à gré	Style Musique	360 \$
Conférence de Montréal 2014 (forum économique)	Promouvoir le Québec et favoriser les liens entre les gouvernements, les organismes internationaux, les gens d'affaires, les membres de la société civile, les associations de travailleurs et les universités. Favoriser une meilleure compréhension des grands enjeux internationaux dans une perspective de développement économique international et profiter des intervenants sur place pour tenir un atelier de sensibilisation pour les entreprises sur les marchés africains.	Aide financière	Institut international d'études administratives de Montréal (INÉA)	66 666 \$
Ferro Atlantica	Confirmer l'implantation de FerroQuébec, filiale de l'entreprise FerroAtlantica, à Port-Cartier sur la Côte-Nord.	Gré à gré	Composition Orléans	98 \$
MF2 Aéro	Annoncer une contribution financière de 413 600 \$ à cet atelier d'usage.	Gré à gré	L'Audi-C Sonorisation	661 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 04

Suite

Réponse :

Type d'événement	But visé	Mode d'octroi du contrat	Fournisseur	Montant
Séminaire d'information / Passeport pour l'innovation	Consolider nos liens avec la Commission européenne et sensibiliser la clientèle québécoise à l'intérêt d'Horizon 2020 comme programme d'envergure en recherche et innovation. Présence de la Commissaire européenne à l'innovation et 175 participants inscrits.	Gré à gré	World Trade Center de Montréal Limousine Mont-Royal	2 578 \$
Conférence annuelle du Industrial Asset Management Council (IAMC)	Attirer, au Québec, le plus gros congrès de « site locators » américains en vue d'attirer des investisseurs étrangers.	Gré à gré	Québec International	35 556 \$
Arianne Phosphate	Annoncer l'achat d'un montant maximal de 2 M\$ en capital-actions de l'entreprise.	Gré à gré	LSM Ambiocréateur Reprographic Hôtel Chicoutimi	1 732 \$
Atelier d'usinage Gomex	Annoncer un prêt de 245 000 \$ à cet atelier.	Gré à gré	L'Événement Duoson	899 \$
CGI	Annoncer l'implantation d'un centre d'excellence du groupe CGI en Mauricie.	Gré à gré	Cité de l'énergie Le Traiteur Centre de services partagés du Québec	3 010 \$
Séminaire de formation antidumping et en droits compensateurs	Renseigner les entreprises forestières québécoises au sujet de leurs obligations advenant le non-renouvellement de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux et le dépôt d'une nouvelle pétition en dumping et en droits compensateurs auprès du Département du commerce des Etats-Unis.	Gré à gré	Arrent Fox LLP	51 709 \$
Séminaire de formation antidumping et en droits compensateurs	Renseigner les entreprises forestières québécoises au sujet de leurs obligations advenant le non-renouvellement de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux et le dépôt d'une nouvelle pétition en dumping et en droits compensateurs auprès du Département du commerce des Etats-Unis.	Gré à gré	Commission de la Capitale Nationale	927 \$
Conférence annuelle de l'Association canadienne des Incubateurs d'entreprises (CABI)	Faciliter l'investissement étranger en capital de risque dans les entreprises québécoises.	Aide financière	Centre de l'entrepreneurship technologique de l'ETS	10 000 \$
Tecnifab	Annoncer la réalisation d'un projet d'investissement de plus de 1,3 M\$ à Trois-Rivières.	Gré à gré	Duoson	1 167 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 04

Suite

Réponse :

Type d'événement	But visé	Mode d'octroi du contrat	Fournisseur	Montant
Carrefour Europe	Permettre aux entreprises québécoises désireuses d'exporter sur les marchés européens de créer des liens avec la communauté d'affaires européenne et d'obtenir de l'information sur les marchés.	Gré à gré	Chambres de commerce européennes	750 \$
10 entreprises du Centre-du-Québec	Annoncer la réalisation de 10 projets d'investissement totalisant près de 14 M\$ au Centre-du-Québec.	Gré à gré	Gérald Musique	500 \$
Groupe Sotrem-Maltech	Annoncer un prêt de 3 M\$ à ce groupe.	Gré à gré	Duoson	2 026 \$
Créativité Québec	Annoncer la mise en œuvre du programme Créativité Québec, doté d'une enveloppe de 150 M\$ répartie sur trois ans.	Gré à gré	Duoson	912 \$
Centre d'excellence en recherche de l'Université de Sherbrooke	Annoncer l'attribution d'une aide financière de près de 463 000 \$ à ce centre de recherche.	Gré à gré	Audiovisuel Collins	430 \$
Epsilla	Annoncer l'attribution d'une aide financière de 77 800 \$ à cette entreprise.	Gré à gré	Duoson	624 \$
Rendez-vous de l'aluminium	Clôturer les consultations de l'industrie pour l'élaboration de la stratégie de l'aluminium par le premier ministre et le ministre.	Gré à gré Contrat négocié	Reprographic Mont-Roy L'imprimeur Hôtel Le Montagnais Centre de services partagés du Québec	7 824 \$
Anges Québec	Annoncer la recapitalisation du fonds Anges Québec Capital, en collaboration avec Investissement Québec, par l'attribution d'une contribution additionnelle de 25 M\$.	Gré à gré	Centre de services partagés du Québec Palais des congrès Capital Traiteur	1 834 \$
Forex	Annoncer un prêt de 18 M\$ à cette organisation.	Gré à gré	Projecson Location Lauzon	1 934 \$ pour les deux événements
Uniboard Canada	Annoncer un prêt de 24 M\$ à cette compagnie.	Gré à gré	Projecson	
Stratégie PerforME	Lancement de la stratégie PerforME.	Gré à gré	Relèvement	2 265 \$
ICO Technologies	Annoncer un soutien financier de 226 885 \$ à cette entreprise.	Gré à gré	Duoson	728 \$
Innotherm	Annoncer la participation financière du gouvernement du Québec à un projet de l'entreprise évalué à 395 000 \$.	Gré à gré	Le P'tit bonheur de Saint-Camille	201 \$
Avant-Garde Technologie	Annoncer une aide financière totalisant 493 900 \$ à cette entreprise.	Gré à gré	Duoson	662 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 04	Suite
-------------	-------

Réponse :

Type d'événement	But visé	Mode d'octroi du contrat	Fournisseur	Montant
Minéraux rares Quest	Annoncer une souscription, par l'entremise d'Investissement Québec, au capital-actions de Minéraux rares Quest d'un montant maximal de 600 000 \$.	Gré à gré	Audi-C	679 \$
Kiosque Salon Americana	Faire la promotion des entreprises de technologies propres du Québec.	Mandat donné par le Secrétariat à la communication gouvernementale	Centre de services partagés du Québec	2 500 \$
Séminaire d'information / Passeport pour l'innovation	Consolider nos liens avec la Commission européenne et sensibiliser la clientèle québécoise à l'intérêt d'Horizon 2020 et de l'accord Galway comme programmes d'envergure en recherche et innovation. 175 participants inscrits.	Gré à gré	Hôtel Delta de Québec	4 176 \$

Question 5

- La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
- Organisée par une firme externe :
- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Organisées par le Ministère:

Aucune somme n'a été dépensée en 2014-2015 en matière de formation de communication organisée par le Ministère ou l'organisme.

Organisées par une firme externe :

Fournisseur / consultant	But visé	Coût total
Accent Formation	Développement et maintien des compétences – Communications - Rédaction stratégique	300 \$
Accent Formation	Développement et maintien des compétences – Communications - Perfectionnement en français écrit	2 890 \$
Accent Formation	Développement et maintien des compétences – Communications - Rédaction de rapports et de notes stratégiques	8 670 \$
Centre d'enseignement d'anglais langue seconde (CEALS)	Développement et maintien des compétences – Communication orale - Anglais	15 643 \$
Centre Microbur	Développement et maintien des compétences – Communications - Perfectionnement en français écrit	7 000 \$
Centre Microbur	Développement et maintien des compétences – Communications - Rédaction stratégique	10 500 \$
Institut des auditeurs internes, Section de Québec	Développement et maintien des compétences – Communication	60 \$
Les Cours d'anglais virtuels inc.	Développement et maintien des compétences – Communication orale - Anglais	5 485 \$
Qualitemps	Développement et maintien des compétences – Communications écrites - Français	340 \$
Une Affaire d'anglais	Développement et maintien des compétences – Communication orale - Anglais	8 064 \$

Question 6

- La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.

Réponse :

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2014-2015 en matière de formation de communication organisée par le Ministère pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

Question 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

La liste est jointe en annexe et pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DES EXPORTATIONS

Rapport - Renseignements généraux - de 2014 à 2015

Question 7

Étude des crédits 2015-2016

*Tous les contrats énumérés ci-après ont été octroyés de gré à gré sauf ceux reliés aux fiches 44, 125 et 129 qui ont été octroyés suite à un appel d'offre sur invitation.

1000 - Direction et services à la gestion			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
1	Patenaude, Michel	Réaliser un plan de communication et de représentation à des événements socioéconomiques de la Mauricie.	4 000
2	Traductions Terrance Hughes inc.	Traduire divers documents pour le Ministère.	5 000
3	Libéo inc.	Effectuer les travaux d'architecture et d'intégration du système de gestion de contenu TYPO3 pour les sites Web du Ministère.	23 500
4	Traductions Hermès, coopérative de traducteurs	Effectuer la révision linguistique des documents relatifs au site Web du Ministère.	5 000
5	Galilée Conseil inc.	Offrir, sur demande, des services spécialisés sur la plateforme AXWAY qui permet de chiffrer les communications informatiques entre notre ministère et le CSPQ pour différents services tels que SAGIR.	24 000
6	Groupe Nexio inc.	Accompagner le Ministère dans la réalisation du projet «Dossier Client Export Québec (DCEQ)».	22 500
7	C2 Innovations inc.	Offrir, sur demande, un accompagnement pour le produit C2 qui est utilisé pour le suivi des demandes de services au Ministère.	24 000
8	Valiantys inc.	Construire une nouvelle instance pour l'outil de gestion JIRA ou accompagner la Direction des ressources informationnelles dans sa démarche de création de nouveaux paramètres pour l'instance existante.	9 470
9	Groupe Métalogique inc.	Configurer et rapatrier l'environnement WSS (SharePoint) du Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie (MRIF) vers le Ministère.	20 000
10	Gestion de collections informatisées inc. (GCI)	Réaliser la maintenance et l'évolution de «Gestion Virtuelle».	9 900
11	Groupe CFC	Management et gestion des ressources humaines.	4 000
12	FFA Expertise	Réaliser une expertise médicale.	1 600
13	9180-7735 Québec inc.	Services infirmiers (campagne de vaccination et autres).	6 000
14	Services Assessmed, Les	Réaliser une expertise orthopédique.	1 125
15	Groupe Santé Physimed inc.	Réaliser une expertise médicale.	1 550

2100 - Bureau du sous-ministre associé aux politiques économiques			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
16	SAJE Accompagnateur d'entrepreneurs	Créer légalement l'entité corporative qui accueillera les différents services en transfert d'entreprises offerts au Québec et démarrer les activités administratives.	23 500
17	De Rico, Hurtubise & associés inc.	Services professionnels.	1 006
18	Cholette, Daniel	Services professionnels.	8 500
19	Infras information recherche et analyse de la société inc.	Réaliser des sondages téléphoniques auprès des populations bénéficiaires de la mesure fiscale pour chacun des volets du crédit d'impôt pour le design ainsi que d'un groupe témoin.	20 250
20	SOM	Réaliser un sondage téléphonique auprès d'entreprises bénéficiant du Programme d'appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté (PARRESTD).	10 300
21	Léger Marketing inc.	Réaliser un sondage par voie électronique auprès d'entreprises ayant bénéficié d'un financement par le Programme ESSOR pour la réalisation d'une étude de faisabilité ou d'un projet d'investissement.	9 500
22	Léger Marketing inc.	Réaliser un sondage téléphonique auprès d'entreprises ayant bénéficié d'une subvention dans le cadre du volet 2 du Programme d'appui à l'innovation et d'entreprises non financées par ce programme.	21 800
23	Advanis-Jolicoeur	Réaliser un sondage auprès des organismes et entreprises bénéficiaires du Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence et du volet 1 du Programme d'appui à l'innovation.	6 875

2200 - Bureau du sous-ministre adjoint aux industries stratégiques, aux projets économiques majeurs et aux sociétés d'État

No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
24-42	Hasel Hi Consulting ; Pariseau, Jean-François ; Walker, Philippe ; Sirois, Martin ; Dillard, Sylvie ; Groupe Kompas inspiration inc. ; Vachon, Luc ; Cloutier, Richard ; Saillot, Jean-Louis (États- Unis) ; Bellido, François ; Bouzyk, Marc (États-Unis) ; Highview medical consulting llc ; Perron, Claude ; Bouthillier, Daniel ; Proulx, Louise ; Underdown, Brian ; Pérusse, Louis ; Naz, Farah ; Battistini, Bruno	Agir en tant que membre du comité d'évaluation scientifique pour la sélection des projets soumis dans le cadre du deuxième appel de propositions pour le Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé.	72 200
43	Menodys inc	Répertorier et classier les fournisseurs spécialisés de l'industrie des technologies médicales du Québec.	12 000
44	Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Réaliser un sondage sur la perception du design industriel.	23 875

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DES EXPORTATIONS

Rapport - Renseignements généraux - de 2014 à 2015

Question 7

Étude des crédits 2015-2016

2300 - Bureau du sous-ministre adjoint au commerce extérieur			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
45	Lanteigne, Raymonde	Offrir une formation et du support concernant l'utilisation de Clientis.	12 293
46	Ellicom inc.	Développer une formation en ligne portant sur la responsabilité sociale d'entreprise.	16 165
47	Services d'Édition Guy Connolly	Traduire, du français vers l'anglais, divers documents dans le cadre de BIO 2014.	1 965
48	Prefix Aerospace inc.	Organiser des rencontres d'affaires pour des entreprises et assurer la disponibilité d'une ressource professionnelle pendant la durée du salon «National Business Aviation Association (NBAA)».	13 460
49	Rand-Hill, Virginia (États-Unis)	Supporter l'organisation de la «Mission Québec» à Greenbuild.	15 000
50	Aéro Montréal	Supporter l'organisation du salon «Farnborough International Airshow 2014».	19 500
51	Research Consultants International FDI, Inc.	Préparer et organiser un programme de rencontres d'affaires pour des entreprises québécoises provenant du secteur minier à l'occasion du salon «IMEX».	20 850
52	McCray, S. Alexander (États-Unis)	Supporter l'organisation de la «Mission Québec» à Apta.	13 563
53	Écotech Québec	Organiser des rencontres d'affaires dans le cadre du «Rendez-vous Québec-Ontario».	9 433
54	Réseau photonique du Québec, Le	Organiser des activités favorisant le développement des compétences en exportation des entreprises québécoises de l'optique-photonique dans le cadre du colloque 2014 du «Réseau Photonique du Québec».	4 800
55	Cargo M (Grappe métropolitaine de la logistique et du transport de Montréal)	Co-organiser la mission «Région Partenaires».	3 519
56	Technocentre éolien Gaspésie, les Îles	Coordonner le développement du matériel promotionnel dans le cadre d'un évènement de l'«Association canadienne de l'énergie éolienne (CANWEA)».	12 000
57	Advanced Business Events	Organiser un programme de rencontres à l'occasion de la mission «Convention d'Affaires internationale des Industries Aéronautique & Spatiale».	6 100
58	Bengt Folkesson (Suède)	Prononcer une conférence portant sur les opportunités offertes par le marché suédois et scandinave dans le secteur minier.	7 000

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DES EXPORTATIONS

Rapport - Renseignements généraux - de 2014 à 2015

Question 7

Étude des crédits 2015-2016

2300 - Bureau du sous-ministre adjoint au commerce extérieur			
59	Aéro Montréal	Promouvoir, recruter des entreprises, mettre en place un kiosque conjoint et l'animer dans le cadre de «Aéromart Toulouse 2014».	8 700
60	Pôle d'excellence québécois en transport terrestre	Supporter le recrutement des participants, la logistique et les communications de «Mission Québec» lors de l'«American Public Transportation Association».	6 000
61	GoodList Consulting	Organiser des rencontres entre des fournisseurs de technologie du Québec et leurs clients potentiels aux États-Unis dans le cadre du «NFR Big Show 2015».	22 682
62	Environment and resources consulting (2163030 Ontario limited)	Organiser des rencontres d'affaires pour des entreprises québécoises dans le cadre du «Canadian Waste and Recycling Expo 2014».	5 000
63	Réseau photonique du Québec, Le	Organiser une mission commerciale d'entreprises québécoises à l'occasion de la foire commerciale «Photonics West».	15 000
64	Technocentre éolien Gaspésie, les Îles	Coordonner le développement du matériel promotionnel nécessaire pour la mise en valeur de l'industrie éolienne québécoise et assurer l'organisation d'une activité de maillage et des rencontres d'affaires pour les compagnies du Québec dans le cadre du «Séminaire 2015 - American Wind Energy Association» à San Diego.	5 000
65	Réseau Environnement inc.	Organiser des rencontres offrant des opportunités d'affaires aux entreprises québécoises sur les marchés internationaux dans le cadre du «Salon international des technologies environnementales».	16 000
66	Bolduc, Dany	Développer un programme de rencontres personnalisées dans le cadre du salon «CommunicAsia 2014».	9 000
67	Femmes, affaires et développement	Accompagner des entreprises à propriété féminine lors de la 15e conférence annuelle de «Women's Business Enterprise National Council (WBENC)».	2 000
68	Gestion B2B/2GO inc.	Organiser des rendez-vous d'affaires entre les donneurs d'ordres étrangers et la délégation d'entreprises québécoises dans le cadre du «Farnborough International Air Show 2014».	9 700
69	Beaudet, Yvon-Charles	Supporter l'organisation de la mission dans le secteur logistique en Georgie.	5 000
70	Chambre de Commerce latino-américaine du Québec	Organiser des rencontres d'affaires personnalisées d'entreprises québécoises et colombiennes dans le cadre de la mission commerciale en Colombie.	9 000
71	TechnoMontréal	Recruter des petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre de la mission au Mexique.	1 479

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DES EXPORTATIONS

Rapport - Renseignements généraux - de 2014 à 2015

Question 7

Étude des crédits 2015-2016

2300 - Bureau du sous-ministre adjoint au commerce extérieur			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
72	Québec International, Corp. de dév. écono. pour la région de QC	Accompagnement et soutien logistique dans le cadre de la mission Bogota 2014 en Colombie.	2 000
73	Mandala Group	Organiser des rendez-vous avec des contacts présélectionnés au Brésil pour des participants de la mission «INNOVET».	2 609
74	World Trade Centre Montréal inc.	Organiser un déjeuner conférence pour la promotion du «Vibrant Gujarat 2014».	7 825
75	Kachan & Co.	Organiser des rendez-vous d'affaires qualifiés (B2B) pour des entreprises oeuvrant dans le secteur technologies propres dans le cadre de la Mission Québec-Chine 2014.	18 450
76	Darres, Pierre-Jean	Assurer le soutien professionnel pour la promotion des missions d'envergure sur le territoire asiatique auprès de la direction des marchés Asie-Pacifique.	12 576
77	Orchimédia inc.	Traduire, du français vers le chinois, des documents nécessaires à la mission économique en Chine.	6 469
78	Wealth Tree Advisors Private Limited	Développer des programmes personnalisés dans le cadre de la mission CEBIT.	5 700
79	SKP Group (Inde)	Organiser des programmes de rendez-vous d'affaires personnalisés ainsi qu'un suivi post-mission.	19 000
80	Communications Tsunoda International	Agir à titre d'interprète lors des rencontres d'un acheteur japonais à l'occasion du «Sommet international du jeu de Montréal».	1 350
81	Réseau photonique du Québec, Le	Organiser des rencontres d'affaires personnalisées pour les entreprises du Québec qui participeront au salon «Laser World Photonics China».	6 000
82	Ass. d'affaires Canada Russie Eurasie	Organiser des rencontres d'affaires dans le cadre de la mission commerciale multisectorielle en Azerbaïdjan et au Kazakhstan.	8 500
83	Doha Business Consulting (Qatar)	Organiser des rencontres personnalisées pour des entreprises québécoises dans le cadre de la mission au Qatar.	5 799
84	SESAM Business Consultants	Organiser des rencontres personnalisées dans le cadre de la mission aux Émirats Arabes Unis.	3 071

2300 - Bureau du sous-ministre adjoint au commerce extérieur

No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
85	World Trade Centre Montréal inc.	Organiser un séminaire d'occasions d'affaires, une activité de réseautage (B2B) et un cocktail-réseautage, dans le cadre de la venue d'une importante délégation européenne des quatre régions moteurs de l'Europe (Lombardie, Bade-Wurtemberg, Catalogne, Rhône-Alpes).	4 170
86	Conseil Canadien pour l'Afrique	Promouvoir, recruter, utiliser la plate-forme transactionnelle du Conseil Canadien pour l'Afrique et faire différents suivis associés à l'organisation du séminaire pour l'Afrique.	3 064

2420 - Bureau du sous-ministre adjoint aux entreprises et aux affaires territoriales

No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
87	Fly Conseils inc.	Animer trois (3) séances de la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Marketing Web : de la stratégie aux résultats» auprès des entreprises et intervenants de la région du Bas-Saint-Laurent.	3 050
88	Marketing Six Continents inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Vendre aux chaînes de détail» auprès des entreprises et intervenants de la région du Bas-Saint-Laurent.	1 925
89	Groupe Créatech, Le	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Meilleures pratiques en développement de produits» auprès des entreprises de la région du Bas-St-Laurent.	1 650
90	CDR Groupe-Conseil inc.	Diffuser la session de formation «Formation théorique - La gestion d'une PME» auprès des entrepreneurs de la ville de Saint-Félicien au Saguenay-Lac-Saint-Jean.	2 000
91	Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Meilleures pratiques en développement de produits» auprès des entreprises et intervenants de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.	1 860
92	Fly Conseils inc.	Diriger un atelier et animer une session de formation sur les meilleures pratiques d'affaires portant sur le «Marketing Web» auprès des entreprises de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.	2 000
93	Fly Conseils inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Marketing Web 2.0» auprès des entreprises de la Capitale-Nationale.	1 300
94	Production GD	Animer le «Gala Reconnaissance» de la Côte-de-Beaupré.	1 800
95	Fly Conseils inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Marketing Web 2.0» auprès des entreprises de la région de la Capitale-Nationale.	1 300
96	CDR Groupe-Conseil inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Coût de revient et prise de décision» auprès des entreprises de la région de la Capitale-Nationale.	1 300
97	Ass. pour le dév. de la recherche et de l'innovation du Québec (ADRIQ)	Organiser le séminaire «Le Rendez-vous incontournable de l'Innovation de l'Est de Montréal».	3 500

2420 - Bureau du sous-ministre adjoint aux entreprises et aux affaires territoriales

No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
98	Republik	Rédiger un document visant à positionner la «Table d'action en entrepreneuriat» dans l'écosystème entrepreneurial montréalais.	4 500
99	Fly Conseils inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Marketing stratégique» auprès des entreprises de Rouyn-Noranda, de Val d'Or, de Ville-Marie et d'Amos.	6 000
100	CDR Groupe-Conseil inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Coût de revient et prise de décision stratégique» à Ville-Marie ainsi qu'à Val d'Or.	3 500
101	Groupe entreprises en santé	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Entreprises en santé» auprès des entreprises et intervenants de la région de l'Abitibi-Témiscamingue.	2 930
102	Groupe Dancause et associés inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Orientation et planification» auprès des entreprises et intervenants de la région de la Côte-Nord.	2 500
103	Marc Chartrand Conseil MCC inc.	Animer la formation «Méthode d'organisation 5S» auprès des entreprises et intervenants de la région du Nord-du-Québec.	2 300
104	Fly conseils inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Marketing web : de la stratégie aux résultats» auprès des entreprises et intervenants de la région du Nord du Québec.	1 845
105	Chambre de commerce MRC Bonaventure	Organiser la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Méthode d'organisation 5S» en vue de sa présentation auprès des entreprises et intervenants de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.	2 111
106	Chambre de commerce Baie-des-Chaleurs	Organiser des sessions de formation sur les meilleures pratiques d'affaires à l'intention des dirigeants et des travailleurs stratégiques des PME.	6 000
107	Mercadex International inc.	Réaliser une enquête manufacturière du secteur de la transformation du bois en Chaudière-Appalaches.	5 000
108	École d'entrepreneurship de Beauce	Concevoir le calendrier de diffusion des contenus pour «L'enquête sur l'entrepreneuriat en Chaudière-Appalaches 2014».	7 500

2420 - Bureau du sous-ministre adjoint aux entreprises et aux affaires territoriales

No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
109	Prud'homme, Léo	Animer les formations sur les meilleures pratiques d'affaires intitulées «Relève entrepreneuriale : En route vers un transfert d'entreprise gagnant» et «Réussir son transfert de direction» auprès des entreprises et intervenants de la région de Laval.	1 431
110	Fly Conseils inc.	Animer la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Marketing Web» auprès des entreprises de la région de Lanaudière.	1 700
111	Services de consultation et de production, Suzanne Dion inc.	Mettre à jour et diffuser une formation sur l'essaimage.	9 500
112	Femmessor-Centre-du-Québec	Concevoir un test psychométrique pour les femmes entrepreneures.	9 950
113	Momentum rd	Intégrer le défi coût de revient dans l'interface produite de la simulation sur les meilleures pratiques d'affaires d'une entreprise manufacturière et révision de la mécanique interactive.	6 210
114	Momentum rd	Intégrer les contenus relatifs aux défis et aux éléments de formation et définir l'interaction avec les usagers afin de maintenir leurs intérêts dans le cadre de la simulation sur les meilleures pratiques d'affaires d'une entreprise manufacturière.	15 000
115	Brandbourg marketing & design inc	Définir et développer le concept de la Croisade ressources humaines (plateforme stratégique).	18 500
116	Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Préparer et animer des groupes de discussion dans le cadre de la reconfiguration du programme des gazelles.	18 000
117	JMC Groupe conseil	Participer à la réflexion concernant les meilleures pratiques en gestion du capital humain et en relève d'entreprises.	3 500
118	Cherif, Atef	Développer et dispenser la formation «Analyse financière de base».	1 500
119	Cherif, Atef	Développer et dispenser la formation «Analyse financière 2 - Interprétation des ratios».	9 000
120	Momentum rd	Produire une maquette papier de l'interface de la simulation dans le cadre du projet sur les meilleures pratiques d'affaires.	3 750
121	Umvelt service Design inc.	Rédiger et intégrer un ensemble de capsules sur l'innovation ouverte dans le cadre de la mise à jour de la formation «Défi Innovation».	3 000

2420 - Bureau du sous-ministre adjoint aux entreprises et aux affaires territoriales

No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
122	Naud et Associés Conseillers en Management inc.	Effectuer une mise à jour de la formation sur les meilleures pratiques d'affaires intitulée «Défi Innovation».	2 400
123	Syntell inc.	Valider le concept « Croisade ressources humaines » et expertise en indicateurs de performance en ressources humaines.	2 740
124	Brandbourg marketing & design inc	Conception, design et gestion de la présentation du projet «Croisade ressources humaines» à l'occasion du «Salon sur les meilleures pratiques d'affaires».	6 000
125	Studio Affordance Inc.	Produire une simulation multimédia de formation.	20 527
126	Collin, Roy & Associés inc.	Rédiger un outil de gestion sur les pratiques d'affaires en gestion de la chaîne logistique destiné aux dirigeants d'entreprise.	5 750
127	Solareh	Concevoir un réseau d'entreprises liées à la démarche «Entreprises en santé».	10 000
128	Dominique Morneau, psychologue organisationnel inc.	Mettre à jour la présentation des principes de base liés à l'animation de groupe dans le cadre de l'ACS (Accompagnement Conseil Stratégique).	1 700
129	Celsius solutions ventes inc.	Développer une session de formation sur la gestion des ventes et la gestion de la relation-client.	19 500
130	Centre info entrepreneurs	Effectuer une recherche d'information sur les guichets uniques virtuels à travers le monde dans le cadre du projet «Entreprises Québec».	6 375
131	Centre de productique intégrée du Québec inc.	Offrir un service d'appui à l'identification de systèmes de gestion.	5 000
132	Umvelt service Design inc.	Développer un concept d'une conférence de quatre heures pour l'apprentissage, l'approbation et l'expérimentation de l'innovation ouverte pour des entreprises du créneau de transformation alimentaire de la Montérégie (400 entreprises).	24 425

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DES EXPORTATIONS

Rapport - Renseignements généraux - de 2014 à 2015

Question 7

Étude des crédits 2015-2016

3120 - Bureau du sous-ministre adjoint à l'innovation			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
133	Textes Impeccables inc., Les	Effectuer la révision linguistique de «RepèRES RSTI».	17 500
134	Percolab inc.	Organiser une rencontre de la «Table de concertation interministérielle» dans le cadre de la «Politique Nationale de la Recherche et de l'Innovation (PNRI)».	11 000
135	World Trade Centre Montréal inc.	Organiser le déjeuner causerie «Projet d'innovation de la communauté Européenne».	4 000
136	Li, Jin	Traduire, du français vers le mandarin, les fiches pour la mission du premier ministre en Chine.	1 056
137	Anglocom inc.	Traduire, du français vers l'anglais, les fiches dans le cadre de la mission du premier ministre en Chine.	1 825
138	Émond, Ariane	Rédiger les biographies de M. Camil Bouchard et M. Paul Lasko, lauréats des Prix du Québec 2014.	1 300
139	Rédaction Belle Plume	Rédiger les biographies de M. Ke Wu et M. Micheal Meaney, lauréats des Prix du Québec 2014.	1 300
140	Laberge, Suzanne	Interviewer les lauréats lors des tournages des capsules vidéo des Prix du Québec - Science 2014.	1 200
141	Gagné, Anna-Linda (calligraphe)	Effectuer la calligraphie des quatorze (14) parchemins destinés aux lauréats des Prix du Québec 2014.	1 850

3223 - Commission de l'éthique en science et en technologie

No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)
142	Traduction Tandem	Traduire, du français vers l'anglais, la version condensée de l'avis «La télésanté clinique au Québec : un regard éthique».	3 000
143	América Interprétation Inc.	Traduire simultanément des propos dans le cadre de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST).	6 050
144	Traduction Tandem	Traduire une version condensée de l'avis «Les soins de santé personnalisés: Prudence et balises».	3 500

Question 8

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Numéro :	MEIE-187	
Projet :	Support à l'entretien des systèmes du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE).	
	Soumissionnaires	
	MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.	
	Soumissionnaire retenu :	MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
	Prix :	458 920,00 \$
	Justification :	Seul prestataire de services ayant présenté une soumission conforme et acceptable, à la suite d'une évaluation de la qualité.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Réponse :

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*. Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 7.

Question 11

- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :
- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Réponse :

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques n'a été initié en 2014-2015.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.P

Réponse :

- la photocopie	6 197 \$
- le mobilier de bureau / ameublement	4 060 \$
- les améliorations locatives	1 939 \$
- le distributeur d'eau de source	570 \$
- le remboursement des frais de transport	92 886 \$
- le remboursement des frais d'hébergement et repas	136 697 \$
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	4 331 \$
b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 14

- Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Réponse :

Pour les cabinets ministériels et la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) :

Nombre de téléphones cellulaires ou autres types de téléphones intelligents utilisés : 33

Nombre de tablettes électroniques et d'ordinateurs portables utilisés : 34

Coût d'acquisition des téléphones cellulaires : 1 009,73 \$

Coût d'acquisition des tablettes électroniques et des ordinateurs portables : 7 178,49 \$

Coût d'utilisation des appareils : 219,50 \$

Coût des contrats téléphoniques : 11 315,53 \$

Nom des fournisseurs : Hypertec, Rogers, Discover Communications, B-Tel, Bell et Micro Logic

Nombre de minutes utilisées : Contrat forfaitaire

Coût des frais d'itinérance : 3 090,57 \$

Coûts de résiliation : 250 \$

Il est à noter que le Ministère n'utilise plus de téléavertisseurs.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 15

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :
- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
 - p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Réponse :

Ces données incluent la CEST

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Catégorie	TOTAL		Répartition de l'effectif 35 ans et plus au 28 février 2015*											
	Nombre (N)	Pourcentage (%)	Masculin		Féminin		Handicapé		Communauté culturelle		Anglophone		Autochtone	
			N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Cadres	71	12,7 %	45	63,4 %	26	36,6 %	0	0,0 %	3	4,2 %	2	2,8 %	0	0,0 %
Professionnels	357	64,1 %	194	54,3 %	163	45,7 %	7	2,0 %	44	12,3 %	3	0,8 %	3	0,8 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	129	23,2 %	12	9,3 %	117	90,7 %	3	2,3 %	15	11,6 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Ouvriers	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	557	100,00%	251	45,1 %	306	54,9 %	10	1,8 %	62	11,1 %	5	0,9 %	3	0,5 %

Question 15

Suite

Réponse :

Catégorie	TOTAL		Répartition de l'effectif moins de 35 ans au 28 février 2015*											
	Nombre (N)	Pourcentage (%)	Masculin		Féminin		Handicapé		Communauté culturelle		Anglophone		Autochtone	
			N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Cadres	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Professionnels	102	80,3 %	40	39,2 %	62	60,8 %	3	2,9 %	11	11,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	25	19,7 %	8	32,0 %	17	68,0 %	1	4,0 %	3	12,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Ouvriers	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	127	100,00%	48	37,8 %	79	62,2 %	4	3,1 %	14	11,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

*Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

	Maladie (jours)*			
	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Ouvrier
TOTAL	172,0	3 118,5	1 367,0	0

*Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique. Données au 6 mars 2015.

Question 15

Suite

Réponse :

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL
Cadres	14	15	25	16	70
Professionnels	87	224	90	84	485
Personnel de bureau et techniciens	82	64	16	8	170
Ouvriers	0	0	0	0	0
Autres	28	0	0	0	28
TOTAL	211	303	131	108	753

* Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique. Données au 6 mars 2015.

e) Le nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

	Temps supplémentaire (heures)*								
	Compensé			Payé			Total		
	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvrier	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvrier	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvrier
TOTAL	9 974,71	1 079,31	0	3 885,62	942,15	0	13 862,33	2 021,46	0
Coût moyen ¹	953,05 \$	262,43\$	0	399,41 \$	210,82 \$	0	1 352,46 \$	473,25 \$	0

* Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique. Données au 6 mars 2015.

¹ Par employé, selon la classe d'emploi.

Question 15

Suite

Réponse :

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

	Vacances (jours)*			
	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Ouvrier
Avril 2014	71,5	292,0	157,5	0
Mai 2014	60,5	353,0	156,5	0
Juin 2014	190,5	852,0	387,0	0
Juillet 2014	440,5	2023,5	740,0	0
Août 2014	498,5	3 035,5	940,0	0
Septembre 2014	82,0	655,5	186,5	0
Octobre 2014	28,0	401,5	105,0	0
Novembre 2014	7,5	246,0	38,0	0
Décembre 2014	116,5	945,5	373,0	0
Janvier 2015	61,5	348,0	99,5	0
Février 2015	41,0	279,0	101,5	0
Mars 2015	57,5	328,0	95,0	0
TOTAL	1 655,5	9 759,5	3 379,5	0

* Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique. Données au 6 mars 2015.

Question 15

Suite

Réponse :

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.

	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL
Cadres	26	30	5	0	61
Professionnels	244	138	9	1	392
Personnel de bureau et techniciens	92	40	0	0	132
Ouvriers	0	0	0	0	0
Autres	28	0	0	0	28
TOTAL	390	208	14	1	613

*Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique. Données au 6 mars 2015.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

i) Le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53, ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question 15

Suite

Réponse :

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Région administrative	Effectifs réguliers au 6 mars 2015					
	Cadres	Professionnels	Personnel de bureau, techniciens et assimilés	Ouvriers	Autres	Total
Direction régionale 01 - Bas-St-Laurent	0	6	1	0	0	7
Direction régionale 02 - Saguenay-Lac-St-Jean	1	6	2	0	0	9
Direction régionale 03 - Capitale-Nationale	42	249	95	0	0	386
Direction régionale 04 - Mauricie	1	7	2	0	0	10
Direction régionale 05 - Estrie	0	7	2	0	0	9
Direction régionale 06 - Montréal	14	110	32	0	0	156
Direction régionale 07 - Outaouais	1	4	1	0	0	6
Direction régionale 08 - Abitibi-Témiscamingue	1	6	1	0	0	8
Direction régionale 09 - Côte-Nord	1	5	2	0	0	8
Direction régionale 10 - Nord du Québec	0	3	0	0	0	3
Direction régionale 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	6	2	0	0	9
Direction régionale 12 - Chaudière-Appalaches	1	8	2	0	0	11
Direction régionale 13 - Laval	1	4	2	0	0	7
Direction régionale 14 - Lanaudière	1	6	2	0	0	9
Direction régionale 15 - Laurentides	1	5	2	0	0	8
Direction régionale 16 - Montérégie	1	14	4	0	0	19
Direction régionale 17 – Centre-du-Québec	1	6	1	0	0	8
Grand total	68	452	153	0	0	673

Ventilation du personnel actif régulier assujéti à la loi au 6 mars 2015.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

	Expert									Émérite									Grand total		
	Avec prime			Avec protection de traitement			Total			Avec prime			Avec protection de traitement			Total					
Catégorie	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Professionnel	44	64	108	2	4	6	46	68	114	2	4	6	0	0	0	2	4	6	48	72	120

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Catégorie	Femme	Homme	Total
Cadre	0	1	1
Professionnel	5	2	7
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	13	0	13
Total ministère	18	3	21

Données au 6 mars 2015, excluant les occasionnels.

Question 15

Suite

Réponse :

m) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Région administrative	Nombre de postes par catégories d'emploi au 28 février 2015					
	Cadres	Professionnels	Personnel de bureau, techniciens et assimilés	Ouvriers	Autres	Total
Direction régionale 01 - Bas-St-Laurent	1	6	2	0	0	9
Direction régionale 02 - Saguenay-Lac-St-Jean	0	5	2	0	0	7
Direction régionale 03 - Capitale-Nationale	48	282	98	0	0	428
Direction régionale 04 - Mauricie	1	7	2	0	0	10
Direction régionale 05 - Estrie	1	7	2	0	0	10
Direction régionale 06 - Montréal	14	119	35	0	0	168
Direction régionale 07 - Outaouais	1	5	2	0	0	8
Direction régionale 08 - Abitibi-Témiscamingue	1	6	2	0	0	9
Direction régionale 09 - Côte-Nord	1	5	2	0	0	8
Direction régionale 10 - Nord du Québec	0	2	0	0	0	2
Direction régionale 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	6	2	0	0	9
Direction régionale 12 - Chaudière-Appalaches	1	8	2	0	0	11
Direction régionale 13 - Laval	1	5	2	0	0	8
Direction régionale 14 - Lanaudière	0	7	2	0	0	9
Direction régionale 15 - Laurentides	0	6	2	0	0	8
Direction régionale 16 - Montérégie	0	14	4	0	0	18
Direction régionale 17 – Centre-du-Québec	1	7	2	0	0	10
Grand total	72	497	163	0	0	732

Ventilation des postes réguliers et occasionnels autorisés.

Question 15

Suite

Réponse :

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

<div>Question 16</div>	<div>Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :</div> <div><div>a)</div><div>le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;</div><div>b)</div><div>le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</div><div>c)</div><div>le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées;</div><div>d)</div><div>le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</div></div>
------------------------	---

Réponse :

a) Le nombre de départs à la retraite.

- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines (2014-2015).

- Conformément à la cible établie par le SCT, un poste sur deux a été compressé.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.

- 2015-2016 : 22 retraites signées / aucune indemnité*
- 2016-2017 : 4 retraites signées / aucune indemnité*

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 1 retraitée

* Par indemnité de retraite, nous comprenons un montant forfaitaire ou une bonification à la signature de la retraite et/ou dans le but d'inciter la prise de la retraite pour des salariés de la fonction publique.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de la location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

Région	Emplacement de la location	Superficie louée (m2)		Coût total (voir note 1) \$ / an	Durée du bail		Responsable de l'espace loué (voir note 2)	Coûts d'aménagement (voir note 3)
		Bureau	Entrepôt		Début	Fin		
01	337, rue Moreault, Rimouski	386,68	11,30	56 382,48 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	---
02	3950, boul. Harvey, Jonquière	470,91	18,57	63 079,80 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	---
03	900, place D'Youville, Québec	378,43	0,00	79 200,84 \$	2001-07-15	2026-06-30	SQI	---
03	1150, Grande Allée O., Québec	1 978,97	202,97	452 023,56 \$	2013-08-01	2015-11-30	SQI	283 \$
03	1665, boul. Wilfrid-Hamel, Québec	0,00	342,46	23 388,48 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	---
03	710, place D'Youville, Québec	10 094,29	395,65	2 810 276,40 \$	2011-01-01	2025-12-31	SQI	140 375 \$
04	100, rue Laviolette, Trois-Rivières	472,23	25,07	73 295,76 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	6 942 \$
04	1500, rue Royale, Trois-Rivières	164,44	0,00	27 406,64 \$ (voir note 4)	2014-04-24	2019-04-23	SQI	11 802 \$
05	200, rue Belvédère Nord, Sherbrooke	380,43	33,20	83 609,04 \$	1989-07-15	2019-07-14	SQI	---
06	380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	6 892,45	94,95	2 341 489,44 \$	1992-04-08	2017-12-31	SQI	3 028 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 17

Suite

Réponse :

Région	Emplacement de la location	Superficie louée (m2)		Coût total (voir note 1) \$ / an	Durée du bail		Responsable de l'espace loué (voir note 2)	Coûts d'aménagement (voir note 4)
		Bureau	Entrepôt		Début	Fin		
07	170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	347,47	15,72	85 866,72 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	---
08	170, avenue Principale, Rouyn-Noranda	314,06	29,73	70 939,68 \$	1997-08-01	2017-07-31	SQI	---
09	625, boul. Laflèche, Baie-Comeau	411,63	0,00	86 738,52 \$	2010-06-14	2015-06-14	SQI	---
09	454, rue Arnaud, Sept-Îles	47,00	0,00	14 299,00 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		Entente de partage avec IQ (voir note 5)	---
10	333, 3 ^e Rue, Chibougamau	85,00	0,00	16 639,32 \$	1999-05-01	2018-10-14	SQI	425 \$
11	500, avenue Daigneault, Chandler	322,39	0,00	41 436,48 \$	2001-07-01	2016-06-30	SQI	---
11	226, boul. Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle	246,11	0,00	64 208,52 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	16 450 \$
11	167, rue de la Reine, Gaspé	66,61	0,00	15 677,88 \$	2012-09-01	2015-08-31	SQI	---
12	116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest, Montmagny	42,44	0,00	6 055,44 \$	2010-02-01	2015-11-30	SQI	---
12	1055, boul. Vachon Nord, Sainte-Marie	271,48	0,00	58 137,36 \$	2014-11-01	2019-10-31	SQI	---
12	11 535, 1 ^{ère} avenue Est, Saint-Georges	146,43	0,00	4 103,46 \$ (voir note 6)	2009-06-01	2014-05-31	SQI	---
13	705, Chemin du Trait-Carré, Laval	296,50	0,00	41 942,56 \$	2008-01-25	2014-11-30	---	---
13	1700, boul. Laval, bureau 450, Laval	344,73	0,00	44 860,05 \$	2014-12-01	2019-11-30	SQI	15 246 \$

Question 17

Suite

Réponse :

Région	Emplacement de la location	Superficie louée (m2)		Coût total (voir note 1) \$ / an	Durée du bail		Responsable de l'espace loué (voir note 2)	Coûts d'aménagement (voir note 4)
		Bureau	Entrepôt		Début	Fin		
14	40, rue Gauthier Sud, Joliette	421,06	0,00	82 347,36 \$	2001-11-01	2018-04-30	SQI	---
15	85, rue Martigny Ouest, Saint-Jérôme	377,69	0,00	64 618,20 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	---
16	201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil	914,62	49,24	121 963,32 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	318 \$
16	71, rue Ramezay, Sorel-Tracy	93,02	0,00	3 890,49 \$ (voir note 7)	2001-07-01	2016-06-30	SQI	---
17	1400, rue Michaud, Drummondville	50,82	0,00	6 687,36 \$	2009-10-01	2016-09-30	SQI	---
17	62, rue Saint-Jean-Baptiste, Victoriaville	402,66	13,88	62 639,72 \$	Aucun bail – édifice appartenant à la SQI		SQI	---
17	4110, Wellington, Verdun	117,16	0,00	33 937, 52 \$ (voir note 4)	2014-09-01	2019-08-31	SQI	2 137 \$

- Note 1 : Le coût total du loyer inclus, dans certains cas, des frais d'exploitation, de gestion et d'aménagement financés à la SQI.
- Note 2 : La SQI signe tous les baux lorsque les espaces locatifs appartiennent à un autre propriétaire qu'elle-même.
- Note 3 : Les coûts d'aménagement incluent les aménagements financés à la SQI et les autres travaux payés dans l'année.
- Note 4 : Le coût du loyer a été calculé à partir du 24 avril 2014 car il s'agit du bureau de comté que nous avons récupéré à la suite des élections.
- Note 5 : Les coûts, pour la présente année, n'ont pas encore été transmis au Ministère. Les coûts de l'an dernier ont donc été inscrits à titre indicatif.
- Note 6 : Les coûts du loyer sont pour une période de 2 mois puisque le bureau a été rétrocedé.
- Note 7 : Les coûts du loyer sont pour une période de 3 mois puisque ce bureau a été retiré suite à un changement de ministre.

Question **18**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et des autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- la ou les dates des travaux;
- les coûts;
- le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Cabinet du ministre de l'Économie de l'Innovation et des Exportations
(Jacques Daoust)
710, place D'Youville, Québec (Québec) G1R 4Y4
Coûts d'aménagement : 23 200 \$

Cabinet du ministre de l'Économie de l'Innovation et des Exportations
(Jacques Daoust)
CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X7
Coûts d'aménagement : 2 461 \$

Cabinet du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional (Jean-Denis Girard)
710, place D'Youville, Québec (Québec) G1R 4Y4
Coûts d'aménagement : 4 708 \$

Cabinet du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional
(Jean-Denis Girard)
CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X7
Coûts d'aménagement : Aucun

Bureau du sous-ministre de l'Économie de l'Innovation et des Exportations
(Jocelin Dumas)
710, place D'Youville, Québec (Québec) G1R 4Y4
Coûts d'aménagement : 3 207 \$

Bureau du sous-ministre de l'Économie de l'Innovation et des Exportations
(Jocelin Dumas)
CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X7
Coûts d'aménagement : Aucun

Bureau de circonscription de Richelieu
(Élaine Zakaïb)
71, rue Ramezay, Sorel-Tracy (Québec) J3P 3Z1
Coûts d'aménagement : Aucun

Bureau de circonscription de Trois-Rivières
(Jean-Denis Girard)
1500, rue Royale, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Coûts d'aménagement : 11 802 \$

Bureau de circonscription de Verdun
(Jaques Daoust)
4110, rue Wellington, Verdun (Québec) H4G 1V7
Coûts d'aménagement : 2 137 \$

Question 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Réponse :

Cabinet du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Nom	Prénom	Titre de la fonction	Port d'attache
Darveau	Sylvie	Attachée politique	Québec
D'Astous	Pascal	Attaché politique	Québec
Delwaide	Marlène	Attachée politique	Québec
Demers	France	Employée de soutien	Québec
Dubois	Armand	Attaché politique	Montréal
Lafontaine	Joannie	Employée de soutien	Québec
L'Heureux	Michel	Attaché politique	Montréal
Mazzarelli	Rozetta	Attachée politique	Montréal
Ouellet	Pierre	Directeur de cabinet	Québec
Provencher	David	Attaché politique	Montréal
Savard	Denise	Attachée politique	Québec
Savard	Karen	Attachée politique	Québec
Simard	Marc-Olivier	Attaché politique	Montréal
Turgeon	Mélissa	Attachée politique	Montréal

Période	Masse salariale autorisée
24 avril 2014 au 31 mars 2015	716 795 \$ (CT 213897 daté du 24 avril 2014)

- Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Q _{uestion} 19	Suite
-------------------------	-------

Réponse :

Cabinet du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional

Nom	Prénom	Titre de la fonction	Port d'attache
Daoust	Marie-France	Directrice de cabinet	Montréal
Faucher-Allen	Véronique	Attachée politique	Québec
Fortin	Gabriel	Attaché politique	Québec
Gagnon	Pascal	Attaché politique	Québec
Hupé	Marie-Christine	Attachée politique	Trois-Rivières
Marin	Éric	Attaché politique	Trois-Rivières
Méthot	Marianne	Attachée politique	Trois-Rivières
Mongrain	Anne-Marie	Attachée politique	Québec
Ricard	Hélène	Attachée politique	Québec
Roy	Annie	Employée de soutien	Trois-Rivières
Skene	Caroline	Attachée politique	Québec

Période	Masse salariale autorisée
24 avril 2014 au 31 mars 2015	632 466 \$ (CT 213900 daté du 24 avril 2014)

- Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 20

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Cabinet du ministre Jacques Daoust

ORGANISME	MONTANT \$
GRAND-PRIX CYCLISTE DE LA MATAPÉDIA	500
LA SOCIETE ST-VINCENT DE PAUL DE QUÉBEC	250
MAISON RICHELIEU HÉBERGEMENT JEUNESSE INC.	500
FONDATION DU COLLÈGE FRANÇOIS-DE-LAVAL	250
LA FONDATION CANADIENNE DU REIN	500
OPÉRATION ENFANT SOLEIL	500
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES ÉCOLES ENTREPRENEURIALES ET ENVIRONNEMENTALES	1 000
COMITÉ DE REVITALISATION COMMERCIALE DE LOUISEVILLE	1 000
FESTIVAL DE LA TRUITE MOUCHETÉE DE ST-ALEXIS DES MONTS INC.	1 000
CLUB DE SOCCER DE MAGOG	500
LE CIRCUIT DES ARTS MEMPHRÉMAGOG	500
LA FÊTE DU LAC DES NATIONS INC.	500
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ BELVÉDÈRE COMMUNICATION	500
MOELLE ÉPINIÈRE ET MOTRICITÉ QUÉBEC	500
LE REGROUPEMENT DE LACHINE	500
FONDATION QUÉBÉCOISE DE LA MASSOTHÉRAPIE FQM	500
JEUNESSE AU SOLEIL INCORPOREE	1 000
LA FONDATION LIONEL-GROULX	500
LA LIGUE DES NOIRS DU QUEBEC	1 000
FONDATION DES POMPIERS DU QUÉBEC POUR LES GRANDS BRÛLÉS	500
FONDATION INTERNATIONALE "DES CULTURES À PARTAGER"	300
LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL	500
LES SCOUTS DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	2 000
REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC	500
RÉSEAU DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC	1 000
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL - CENTRE DE RECHERCHE SUR LES INNOVATIONS SOCIALES	500
ALTERHÉROS	250
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE SCIENCE POLITIQUE	500
FONDATION DU CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE DE MONTRÉAL (FONDATION CRDM)	500
FONDATION C.A.R.M.E.N.	500
ASSOCIATION ATHLÉTIQUE ET SOCIALE HULL VOLANT INC.	250
CHALLENGER DE GATINEAU	500
FESTIVAL L'OUTAOUAIS EN FÊTE	500
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU CENTRE ABITIBI	500
ASSOCIATION DES JEUNES BÈGUES DU QUÉBEC	500
CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINTE-ADÈLE	1 000
LES RÉGATES DE VALLEYFIELD INC.	500
SHOW DE LA RENTRÉE DESJARDINS D'ACTON VALE	500
DOSE CULTURE	500
FONDATION INTERNATIONALE "DES CULTURES À PARTAGER" - SECTEUR MONTÉRÉGIE	250
ACTION JEUNESSE ST-PIE X DE LONGUEUIL INC.	500
CERTEX-CENTRE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC.	500
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	500
COMITÉ ORGANISATEUR DU CONGRÈS MONDIAL ACADIEN 2014	1 000
TRIATHLON D'AMQUI	500
LA TRAVERSÉE INTERNATIONALE DU LAC MEMPHRÉMAGOG (2003) INC.	1 000
LES COMPTONALES	500
SOMMET DES JEUNES ENTREPRENEURS DU G20	250
COMMUNAUTIQUE	250
LE REGROUPEMENT DES MAISONS DES JEUNES DU QUÉBEC INC.	500

Question 20	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Cabinet du ministre Jacques Daoust

ORGANISME	MONTANT \$
9290-1685 QUÉBEC INC.	500
ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS (A.Q.E.P.A.) MONTRÉAL RÉGIONAL (06-13-14)	500
LE MEG: LE MONTRÉAL ÉLECTRONIQUE GROOVE INC.	250
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL ILE-DES-SOEURS INC.	250
FONDATION LA RUE DES FEMMES	500
LES GLOBALS SHAPERS COMMUNITY MONTRÉAL	250
CORPORATION DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE GATINEAU 2014	7 500
LA MAISON DU BOULEAU BLANC INC.	500
COLLECTIF 08	500
ASSOCIATION CULTURELLE DU HÂVRE-AUBERT (ACHA)	1 000
FONDATION "WILLIE DERASPE" POUR LE CENTRE D'INTERPRÉTATION DU PHOQUE	1 000
FÊTES GOURMANDES INTERNATIONALES DE LAVAL (FGIL) INC.	500
GROUPE ÉCOSPHÈRE	500
SAINT-LAMBERT EN FÊTE	500
EXPO SOCCER MONTRÉAL INC.	500
GO LE GRAND DÉFI INC.	500
FONDATION DU CENTRE JACQUES-CARTIER	10 000
TRAME D'ACTIONS ET D'INITIATIVES CONCERTÉES (T.R.A.I.C.) JEUNESSE	500
CERCLE QUÉBÉCOIS DES AFFAIRES INTERNATIONALES	500
CONGRES NATIONAL DES ITALO-CANADIENS, RÉGION QUÉBEC	500
ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE DES ÎLES INC.	500
PARRAINAGE CIVIQUE DES MRC D'ACTON ET DES MASKOUTAINS	500
ÉCOLE CENTRALE	500
PARENTS-SECOURS DU QUÉBEC INC.	500
FESTI BLUES	500
LA COUPE INTERNATIONALE LES ENFANTS JOUENT POUR LES ENFANTS	1 500
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES JEUNES PARLEMENTAIRES	200
ACTIONS POUR LE MIEUX-ÊTRE DE L'ENFANCE	250
FESTIVAL DE FILMS CINÉMANIA	500
LA MAISONNÉE PAULETTE GUINOIS	500
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TROIS-RIVIÈRES	3 500
CENTRE DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ BORÉALE (CCBB) INC.	8 500
FONDATION GUY CHEVRETTE	150
ACFAS INC.	1 500
ÉOLE QUÉBEC	500
LA CLASSIQUE HIVERNALE AMATEUR	750
GRANDS AMIS DE LA VALLÉE	500
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC INC.	500
LES AMIS DE SAMUEL	500
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE PRÉVENTION DU SUICIDE	1 000
FESTIVAL DE LA GALETTE DE SARRASIN INC.	1 000
LE CIRQUE DES ÉTOILES MEMPHRÉMAGOG	500
MAISON DE LA FAMILLE DE SHERBROOKE INC.	1 000
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ANJOU/SAINT-JUSTIN	500
REGROUPEMENT INTERSECTORIEL DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE MONTRÉAL	500
LES JEUNES ENTREPRISES DU QUÉBEC INC.	1 000
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DÉPANNEUR DE ROQUEMAURE	1 000
FONDATION MAISON VICTOR-GADBOIS	500
REGROUPEMENT MASKOUTAIN DES UTILISATEURS DU TRANSPORT ADAPTÉ	500
REGROUPEMENT INTERCULTUREL DE DRUMMOND INC.	1 500
PARRAINAGE CIVIQUE LES MARRONNIERS	1 000
PORT DE REFUGE DE CAP-À-L'AIGLE INC.	1 500
APPARTENANCE MAURICIE SOCIÉTÉ D'HISTOIRE RÉGIONALE	1 000
LE VENT DANS LES ARTS	500

Question 20	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Cabinet du ministre Jacques Daoust

ORGANISME	MONTANT \$
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE - INSTITUT DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT POUR LES COOPÉRATIVES	500
BALUCHON ALZHEIMER	1 000
INSTITUT PACIFIQUE	1 000
FONDATION DROIT AU TALENT	1 000
ASSOCIATION CARREFOUR FAMILLE MONTCALM	1 000
MAISON DE LA FAMILLE DU GRAND-PORTAGE	1 500
CHOEUR DE LA COLLINE	500
ADAPTAVIE INC.	500
RÉSEAU D'ACCUEIL DES AGENTS ET AGENTES DE LA PAIX (LA VIGILE)	250
FONDATION ÉMERGENCE INC.	1 000
L'ACCUEIL D'AMOS	500
ÉTÉ JEUNESSE GASPÉ	500
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC (activité au profit de Centraide Grand Montréal)	7 500
REGROUPEMENT DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DE LAVAL	500
LE TRIFORT DE CHAMBLY	100
GO LE GRAND DÉFI INC.	2 000
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU HAUT-RICHELIEU	500
CENTRE DE RECHERCHE INTERUNIVERSITAIRE SUR LA LITTÉRATURE ET LA CULTURE QUÉBÉCOISES	300
HOCKEY MINEUR COTE-DE-BEAUPRE, ILE D'ORLEANS	750
MAISON RICHELIEU HÉBERGEMENT JEUNESSE INC.	500
L'INTERVILLE, COOP DE SOLIDARITÉ EN SOINS ET SERVICES	1 000
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE (SNAC)	2 000
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU CENTRE ABITIBI	750
CHAMBRE DE COMMERCE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 500
JURIPOP	5 000
FONDATION DE RECHERCHE APPLIQUÉE DE TECHNOLOGIE PHYSIQUE DE LA POCATIÈRE INC.	1 500
MAISON DES FAMILLES DE LA MATAPÉDIA	500
LE CENTRE COMMUNAUTAIRE L'AMITIÉ INC.	500
ÉCOLE DU DOMAINE-JEAN-XXIII	1 000
ACCALMIE: ACCOMPAGNEMENT ET HÉBERGEMENT POUR PERSONNES SUICIDAIRES	1 000
CENTRE D'ÉCOINITIATIVES POPULAIRES	750
MAISON SAM X	1 000
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	3 000
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE ROSEMONT	500
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE LA MAÎTRISE EN GESTION DE PROJET DE L'UQAM	1 000
REFUGE DES JEUNES DE MONTREAL	500
LES BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC	1 500
FORCE JEUNESSE INC.	2 000
FONDATION LIETTE-TURNER	500
LES FILLES ET LES SCIENCES, UN DUO ÉLECTRISANT!	1 500
LES CHEVALIERS DE COLOMB DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ARCHEVÊQUE MATHIEU, NUMÉRO 1014	1 000
SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GENEALOGIE DE RIVIERE-DU-LOUP INC.	250
CORPORATION DU NOËL DES ENFANTS 2002	250
FONDATION DES TRANSPORTEURS D'ÉCOLIERS	250
VILLE DE MAGOG	250
LE BOUCLIER PRÉVENTION	250
AUTOUR DU BÉBÉ, CARREFOUR PÉRINATAL D'AHUNTSIC	250
LE REGROUPEMENT POUR LA TRISOMIE 21	250
CHEZ ÉMILIE, MAISON D'ENTRAIDE POPULAIRE	250
LA FONDATION JEAN MARC PAQUETTE	250
LA CORBEILLE - BORDEAUX - CARTIERVILLE	250

Question 20	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Cabinet du ministre Jacques Daoust

ORGANISME	MONTANT \$
SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS DU QUÉBEC	250
LE CHAMPIONNAT CANADIEN COURSE DE CHIENS DRYLAND DE BRISTOL	250
ORIGINE NORD-OUEST	250
FONDATION ANNA-LABERGE	250
LA TRAVERSÉE (RIVE-SUD)	250
AU COEUR DES FAMILLES AGRICOLES 2003	250
LA FONDATION DE LA TABLÉE POPULAIRE	250
CENTRE DE DÉMONSTRATION SCIENTIFIQUE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 000
CHAMPIONNAT CANADIEN DE BALLON SUR GLACE MONTRÉAL 2015	500
LA SOCIÉTÉ ST-VINCENT DE PAUL DE QUÉBEC	250
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LAVAL	2 000

Cabinet du ministre délégué Jean-Denis Girard

ORGANISME	MONTANT \$
DÉVELOPPEMENT MAURICIE INC.	200
LA FONDATION ÉCOLE VAL MARIE INC.	340
TABLE DE CONCERTATION DU MOUVEMENT DES FEMMES DE LA MAURICIE	70
ASSOCIATION DES POURVOYEURS ET PÊCHEURS DU POISSON DES CHENAUX DE LA RIVIÈRE STE-ANNE INC.	250
FESTIVAL DE LA TRUITE MOUCHETÉE DE ST-ALEXIS DES MONTS INC.	1 000
LE RENDEZ-VOUS DES COUREURS DES BOIS DE TROIS-RIVIÈRES	250
FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE ENCORE	4 000
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIES DE TROIS-RIVIÈRES	3 000
FÊTE DES VENDANGES MAGOG-ORFORD	500
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ BELVÈDÈRE COMMUNICATION	500
FONDATION MADELI-AIDE	250
XPRESS ACCÈS NUMÉRIQUE	250
FIERTÉ MONTRÉAL	250
FONDATION INTERNATIONALE "DES CULTURES À PARTAGER"	100
RÉSEAU DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC	500
SOS HANDICAPÉS	100
GO LE GRAND DÉFI INC.	500
ACTION JEUNESSE ST-PIE X DE LONGUEUIL INC.	250
OPÉRATION ENFANT SOLEIL	500
CHALLENGER DE GATINEAU	500
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D'OR INC.	250
CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINTE-ADÈLE	500
COMITÉ CULTUREL DE STE-FLORE	250
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES ÉCOLES ENTREPRENEURIALES ET ENVIRONNEMENTALES	5 000
ACADEMOS CYBERMENTORAT	500
JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL	100
FONDATION LA RUE DES FEMMES	250
CORPORATION DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE GATINEAU 2014	500
SUR LE CHEMIN DES ARTISANS	250
FESTIVAL DE LA FAMILLE D'ARGENTEUIL	500
LES SCOUTS DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	1 000
BIO MALT MAURICIE	500
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	200
LE CIRQUE DES ÉTOILES MEMPHRÉMAGOG	250
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES JEUNES PARLEMENTAIRES	250
CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE LES MASKOUTAINS	500
CLASSIQUE INTERNATIONALE DE CANOTS DE LA MAURICIE INC.	1 000
ÉOLE QUÉBEC	500
OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	500

Question 20	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Cabinet du ministre délégué Jean-Denis Girard

ORGANISME	MONTANT \$
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC INC.	250
LES AMIS DE SAMUEL	500
ASSOCIATION DES MARCHANDS DÉPANNEURS ET ÉPICIERS DU QUÉBEC (AMDEQ)	1 000
ASSOCIATION DES POURVOYEURS ET PÊCHEURS DU POISSON DES CHENAUX DE LA RIVIÈRE STE-ANNE INC.	1 000
CLUB OPTIMISTE STE-ANNE-DE LA-PÉRADE INC.	500
FESTIVAL DE LA GALETTE DE SARRASIN INC.	1 000
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE	1 000
CANCER DE L'OVAIRE CANADA	250
LA COUPE INTERNATIONALE LES ENFANTS JOUENT POUR LES ENFANTS	1 000
GROUPE ÉCOCITOYEN (GÉCO)	500
LA MAISONNÉE PAULETTE GUINOIS	1 000
CHAMBRE DE COMMERCE DU GRAND STE-ANNE	500
VILLAGE SUR GLACE DE ROBERVAL	500
FONDATION LE GRAND CHEMIN	500
INSTITUT PACIFIQUE	500
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU HAUT-RICHELIEU	500
LE VENT DANS LES ARTS	250
SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS DU QUÉBEC	500
LA CITÉ DE L'ÉNERGIE INC.	1 000
FESTIVAL DE CHASSE DU HAUT-ST-MAURICE	500
UN VÉLO UNE VILLE	500
FONDATION ÉMERGENCE INC.	500
LES BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC	500
ÉTÉ JEUNESSE GASPÉ	500
COMITÉ DE PROTECTION DES OEUVRES D'OZIAS LEDUC DE SHAWINIGAN-SUD INC.	500
FEMMES ALPHA S.E.N.C.	1 000
CENTRE D'ÉCOINITIATIVES POPULAIRES	500
CHAMBRE DE COMMERCE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 500
CONTES EN ÎLES	500
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	500
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU HAUT-SAINT-MAURICE	500
FONDATION MÉDICALE JEAN-PIERRE DESPINS M.D. (2002)	500
CHAMBRE DE COMMERCE DE MÉKINAC	250
FESTI-VOLANT GRANDES-PILES	500
JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE LA MAURICIE	3 000
CENTRE HUMANITAIRE D'ORGANISATION DE RESSOURCES ET DE RÉFÉRENCES D'ANJOU	250
MAISON SAM X	250
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE (SNAC)	250
REFUGE DES JEUNES DE MONTRÉAL	500
FESTIVAL DE L'OIE BLANCHE INC.	500
FONDATION LIETTE-TURNER	250
MAISON FÉLIX-LECLERC DE VAUDREUIL	500
DISTRICT EST-DU-QUÉBEC-RIVE-NORD	200
CLUB DE MOTONEIGE MASTIGOUCHE INC.	1 000
PARTAGE-ACTION DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	500
CHEZ ÉMILIE, MAISON D'ENTRAIDE POPULAIRE	250
JURIPOP	1 000
UNIVERSITÉ MCGILL	500
ORIGINE NORD-OUEST	500
SALON DU LIVRE DE TROIS- RIVIÈRES (RÉGION 04) INC.	500
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET (1973) INC.	250
LA FONDATION JEAN MARC PAQUETTE	500
FESTIVAL BEAUCERON DE L'ERABLE	500
GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE (GRIS)-MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	250

Question 20	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Cabinet du ministre délégué Jean-Denis Girard

ORGANISME	MONTANT \$
LA PIAULE DE VAL D'OR INC.	500
JEUX DE GÉNIE UQUAR	250
FONDATION DE L'ATEQ	250
LA FONDATION DE L'ÉCOLE PETER HALL	500
ASSOCIATION DES GRANDS BRÛLÉS F.L.A.M.	250
PARENTS-SECOURS DU QUÉBEC INC.	250
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉLIE-DE-CAXTON	500
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	250
MAXIMUM 90	500
FONDATION DROIT AU TALENT	500
COLLÈGE DE CHAMPIGNY	500
COLLÈGE DES COMPAGNONS	500
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES JEUNES PARLEMENTAIRES	250
CHUTES COULONGE	1 000
CENTRE DE DÉMONSTRATION SCIENTIFIQUE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	500
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES	250
GESTION SNOCCROSS	250
JEUNES ENTREPRISES MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	250
PLÉIADE CAPITAL	500
FONDATION SERGE MARCIL	250
POLYVALENTE DE THETFORD MINES	750
CAPLT COMPÉTITION POMPIER 2015	250
LE CIRCUIT DES ARTS MEMPHREMAGOG	250
RESEAU ENFANTS RETOUR CANADA	300
ÉQUIPE MOBILE EN ALIMENTATION	250
STARTUP WEEKEND DE TROIS-RIVIÈRES	250
VILLAGE EN CHANSON DE PETITE-VALLÉE	1 000
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NOUVELLE-BEAUCE	500

Question 21

- Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse :

Aucun personnel hors structure pour l'exercice financier 2014-2015.

Question 22

- Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2015-2016.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadre, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) les prévisions pour 2015-2016;
- c) par catégorie d'âge.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 24

- Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse :

Nom de la personne : Brian Girard
Poste occupé : cadre « 630-02 »
Salaire (au 28 février 2015) : 172 588 \$
Assignation initiale : cadre à mandat au Bureau du sous-ministre (BSM)
Assignation actuelle : cadre à mandat au Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR)
Date de l'assignation hors-structure : 24 avril 2014
Date de fin de l'assignation : indéterminée

Nom de la personne : Gaétan Poiré¹
Poste occupé : cadre « 630-03 »
Salaire (au 28 février 2015) : 114 103 \$
Assignation initiale : Directeur des technologies vertes
Assignation actuelle : cadre à mandat au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) à la Commission de révision permanente des programmes (CRPP)
Date de l'assignation hors-structure : 28 juillet 2014
Date de fin de l'assignation : 28 juillet 2015

¹ Selon les modalités de l'entente de prêt de service, le SCT rembourse le salaire de M. Poiré pour la durée de son assignation, mais non ses avantages sociaux.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégorie.

Réponse :

Liste des abonnements du Ministère

Titre (description)	Nom fournisseur	Coût
AUTM - base de données	AUTM	1 122,00 \$
AutoCAD Lt	Insight Canada inc.	176,64 \$
Bulle Gestion Plus Info Employeur	Éditions Yvon Blais inc., Les	130,68 \$
Business Week	Bloomberg Businessweek	55,00 \$
Camford Chemical Report	Camford Information Services Inc.	799,00 \$
CCE International, Comite national conseillers commerce Exterieur France Membership, Current History, Economist, Essentiel des Relations Internationales, Etudes Internationales, Finance & Developpement, Foreign Affairs, Forum du Commerce International, Jeune Afrique - Without Series, Middle East Economic Digets, Economic Review, Yearbook, Newsletter, le Nouvel Observateur et Québec Entreprise	EBSCO Canada Itée	3 091,84 \$
Chain Store Guides	Chain Store Guides	2 630,34 \$
Chemical Week	Chemical Week	446,99 \$
Code Civil du Québec	Éditions Wilson et Lafleur inc.,Les	66,50 \$
Collection Normes et recommandations de CPA Canada-membres	Comptables professionnels agréés du Canada - CPA	125,00 \$
Collection Gestion des risques et gouvernance	Comptables professionnels agréés du Canada - CPA	63,25 \$
Communications Grenier - doc. Électronique	Communications Grenier	150,00 \$
Cross-Border - base de données	D & B	997,35 \$
Digital Newspaper	Digital Newspaper	711,89 \$
Elle Québec	Elle Québec	20,95 \$
Eureka - base de données	Cedrom-Sni inc.	8 256,00 \$
Express travail - Web	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	560,00 \$
Feedblitz	Feedblitz	13,21 \$
Financial Times	Financial Times It	446,56 \$
Flight International	Flight International	239,58 \$
Haaretz	Haaretz Daily Newspaper	1,15 \$
Home & Textiles Today	Home Textiles Today	208,55 \$
IHS Maritime Fairplay	IHS Global inc.	938,60 \$
Infomart - base de données	Infomart, a division of Postmedia Network Inc.	115,00 \$
Infopresse	Éditions Infopresse inc.	79,99 \$
Infomine - banque de données	InfoMine	300,00 \$
J*Wall-ST Journal	J*Wall-ST Journal	44,40 \$
Journal de Québec	Journal de Québec	306,17 \$
Journal du textile	Journal du Textile	387,15 \$
Journal La Frontière	Frontière, La (002)	57,06 \$
Journal La Sentinelle	Sentinelle de Chibougamau, La	41,66 \$
Journal L'Argenteuil	Compagnie d'édition André Paquette inc., La	100,00 \$
Journal Le Canada Français- Version électronique	Canada Français, Le	51,48 \$
Journal Le Courrier de Portneuf	Coopérative du courrier de Portneuf	100,00 \$
Journal Le Nord	Médias Transcontinental S.E.N.C.	125,00 \$

Question 25	Suite
-------------	-------

Titre (description)	Nom fournisseur	Coût
Journal Le Placoteux	Journal le Placoteux	65,23 \$
Journaux divers	Gestion Maryvan inc.	6 959,68 \$
La Corporation sans but lucratif au Québec	Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	220,00 \$
La Presse	Presse, Itée, La	1219,40 \$
La Presse Canadienne - base de données	Entreprises Presse canadienne inc. et Presse Canadienne, La	5201,50 \$
La Tribune	Tribune, La	453,52 \$
LaPresse sur mon ordi	PressReader	24,00 \$
Le Devoir	Devoir inc., Le	708,19 \$
Le Droit	Droit, Le (3834310 Canada inc.)	235,85 \$
Le Nouvelliste	Nouvelliste, Le	675,48 \$
Le Progrès dimanche	Progrès-Dimanche	77,35 \$
Le Quotidien	Quotidien, Le	212,89 \$
Le Soleil	Soleil, Le	406,80 \$
Les Affaires	Affaires @, Les	927,59 \$
Les Affaires - version numérique	Affaires @, Les	8,70 \$
Les Perspectives économiques de l'OCDE 2015	Éditions la Liberté	268,75 \$
L'Hebdo Charlevoisien	Hebdo Charlevoisien enr.	190,00 \$
Magazine Maritime	Magazine Maritime	32,00 \$
Manuel de CPA Canada	Comptables professionnels agréés du Canada - CPA	529,00 \$
Manuel de CPA Canada-certification	Comptables professionnels agréés du Canada - CPA	264,50 \$
Mesures Disciplinaires 2e 2015 MAJ. 2 et 3	Éditions Yvon Blais inc., Les	230,80 \$
Monde Interactif	Monde Interactif	54,39 \$
Moyen Orient	Dépanneur Le Pigeon Mondial	16,50 \$
National Business	National Business Incubation Association	74,01 \$
Newspaper direct	NewspaperDirect	120,00 \$
New York Times	New York Times Digital	218,68 \$
Pêche Impact (Le journal des Pêches)	Merinov	25,00 \$
Première édition - numérique	Hebdos du suroît inc., Les	110,00 \$
Press Reader	NewspaperDirect	5 032,29 \$
Problèmes Economiques	EBSCO Canada Itée	214,91 \$
Publications du Québec	Publications du Québec	40,00 \$
RailwayAge	Railwayage	109,78 \$
Revue Air&Cosmos	Air & Cosmos	642,06 \$
Revue American Metal Market	American Metal Market	2 201,14 \$
Revue Aviation Week & Space Technology	Aviation Week	69,00 \$
Revue L'Actualité	Actualité, L'	38,95 \$
Revue Packaging Digest	UBM Canon LLC	184,00 \$
Shutterstock	Shutterstock	56,21 \$
SurveyMonkey	SurveyMonkey	30,00 \$
T1.COM Private Equity	Thomson Reuters	2 422,08 \$
The Economist	Economist, The	247,99 \$
The Economist - accès Web	Rabais Campus	117,00 \$
The Gazette	Gazette, The	335,88 \$
The Globe and Mail	The Globe and Mail	183,06 \$
The journal of Commerce Magazine: Digital Edition	JOC Group	272,11 \$
VC Reporter	Thomson Reuters	6 478,04 \$
Vitalité Économique le Magazine	Vitalité Économique le Magazine	38,93 \$
World Trade Law	World Trade Law.Net LLC	1 505,49 \$
WWD.COM	WWD.COM	190,98 \$

Question 25	Suite
-------------	-------

Question 26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Le Ministère n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou pour être membre d'un club privé.

Question 27

- Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

a) Site Internet ministériel (www.economie.gouv.qc.ca)

b) Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site.

Le site actuel a été conçu à l'interne.

c) Les coûts de construction du site.

Coûts globaux annuels de construction et d'entretien
(incluant les coûts d'entretien précisés à la rubrique suivante)

2014-2015	27 362,91 \$
-----------	--------------

d) Les coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour.

L'hébergement du site est assumé à l'interne à même les infrastructures du Ministère et n'entraîne pas de coût additionnel.

L'entretien et la mise à jour sont entièrement assumés par l'équipe Web de la Direction des communications. Certaines tâches spécialisées sont confiées à l'externe; ces coûts, inclus dans le tableau *Coûts globaux de construction et d'entretien* présenté plus haut, se répartissent comme suit :

Libéo Services de soutien professionnel et technique	12 155,86 \$
Prospection Veille informationnelle	15 207,05 \$

e) Les coûts de modernisation ou de refonte.

En avril 2014, la composition d'un nouveau Conseil des ministres a mené à la création du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) qui a récupéré les contenus des trois missions (économie, innovation et exportation) de l'ancien MDEIE. Le MEIE a aussi hérité des volets :

- allègement réglementaire et administratif du ministère des Finances;
- économie sociale du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

Encore là, une réorganisation majeure a eu lieu pour rapatrier tous ces contenus dans le site dont le nom de domaine est demeuré www.economie.gouv.qc.ca.

Donc, le site n'a fait l'objet que d'une seule refonte majeure en 2009-2010. Il est l'objet de travaux d'amélioration et de mises à niveau fréquentes afin de toujours mieux répondre aux besoins des clientèles.

Question **27**

Suite

Réponse :

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Quotidienne.

h) Responsable du contenu sur le site.

Chaque direction générale est responsable de ses contenus. La Direction des communications est alimentée par les différentes directions pour l'intégration et la mise à jour des contenus.

Question 28

- Nominations, depuis le 1^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7.

Question 29	Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
-------------	---

Réponse :

DÉPENSES RELIÉES À LA TOURNÉE DES RÉGIONS DU MINISTRE DÉLÉGUÉ EN DATE DU 28 FÉVRIER 2015 :
(M. Jean-Denis Girard)

RÉGIONS	DÉPENSES
Bas-Saint-Laurent	2 665 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 353 \$
Capitale-Nationale	10 777 \$
Mauricie	2 595 \$
Estrie	3 378 \$
Montréal	4 194 \$
Outaouais	2 021 \$
Abitibi-Témiscamingue	4 729 \$
Côte-Nord	5 310 \$
Nord-du-Québec	3 161 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6 197 \$
Chaudière-Appalaches	2 823 \$
Laval	2 523 \$
Lanaudière	3 455 \$
Laurentides	2 234 \$
Montréal	2 631 \$
Centre-du-Québec	3 470 \$

Question 30

- Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou les articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes gouvernementaux.

Question 31

- La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Réponse :

Veuillez vous référer aux réponses des questions 1 et 2.

Question 32

La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 33	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 34

Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2014-2015 du Ministère.

Question 35	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 36

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Nous n'avons reçu aucune somme pour 2014-2015 en date du 28 février 2015.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Q _{uestion} 37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
-------------------------	--

Réponse :

Conseillers en gestion des ressources humaines	3 226 \$
Professionnels réguliers ou occasionnels plus d'un an ainsi que les Fonctionnaires et ouvriers non syndiqués	240 964 \$

Question 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Pour l'exercice financier 2014-2015, un total de 180 290 \$ a été versé en primes de départ.

Ces primes sont reliées à celles versées aux employés de cabinet dû, notamment, au changement de gouvernement. Elles respectent, en tous points, les règles en vigueur aux fins du calcul de celles-ci.

Question 39	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 40

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2015-2016

Question 41

- Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés;
 - c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère du Conseil exécutif** pour tous les ministères et organismes.

Question 42

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupement de tous les directeurs des ressources financières des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires.	Tous les M/O	SCT
2) Rencontre des responsables des centres d'assistance des ministères et organismes	Informar les participants, partager les expériences, offrir une tribune de discussion au sujet des besoins et des problématiques et donner son opinion pour l'amélioration du service à la clientèle.	Tous les M/O	CSPQ-DGSAGIR
3) SAGIR – Comité SI (Système d'information)	Table favorisant les échanges entre les M/O afin de définir les besoins en développement de rapports	n/d	CSPQ-DGSAGIR
4) SAGIR – Comité PO (Gestion des acquisitions)	Table opérationnelle d'échange traitant de l'utilisation du volet acquisition de la solution.	n/d	CSPQ-DGSAGIR
5) Forum des secrétaires de comité de sélection	Lieu de formation et d'échanges qui favorise l'apprentissage, le transfert des connaissances et de l'expertise, ainsi que l'uniformisation des pratiques d'adjudication de contrats.	Tous les M/O	SCT - Sous-secrétariat aux marchés publics
6) Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles	Lieu de formation et d'échanges afin de soutenir les responsables de l'observation des règles contractuelles et favoriser la cohérence dans l'exécution de leurs fonctions.	Tous les M/O	SCT - Sous-secrétariat aux marchés publics
7) Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupement de gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec afin de transmettre de l'information et échanger des expertises.	Tous les M/O	SCT
8) Forum des responsables en vérification interne	Regroupement de responsables de la vérification interne au gouvernement du Québec afin de transmettre de l'information et échanger des expertises.	Tous les M/O	SCT
9) Forum des directrices et des directeurs en ressources humaines	Regroupement de gestionnaires responsables des services en ressources humaines dans les ministères / organismes afin promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.	Tous les M/O	SCT
10) Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Regroupement de gestionnaires en vue de promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, de favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux ainsi que de soutenir le développement de ses membres.	Tous les M/O	SCT

Question 42

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
11) Forum des dirigeants de l'information	Réunir les acteurs clés de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.	Tous les M/O	SCT
12) Comité directeur de l'infonuagique	Énoncer des orientations du gouvernement du Québec afin de tirer pleinement profit de l'émergence de l'infonuagique en tant que nouveau modèle de livraison de services de technologies d'information (TI).	n/d	SCT
13) Table de concertation sur la sécurité de l'information	Échanger sur la gouvernance et la gestion de la sécurité de l'information.	n/d	SCT
14) Table de concertation sur la gestion des incidents	Échanger sur les bonnes pratiques en sécurité de l'information.	n/d	SCT
15) Comité du gouvernement ouvert	Améliorer les services publics en offrant aux citoyens la possibilité de consulter l'information publique dans des formats plus accessibles et plus conviviaux, de pouvoir de renseigner davantage sur les activités gouvernementales, de participer plus directement au processus décisionnel et de collaborer avec les acteurs gouvernementaux.	Tous les M/O	SCT
16) Table d'accompagnement-conseil des entreprises du secteur privé (TACEP)	La TACEP est responsable de mettre en place des mesures et des actions pour promouvoir le développement durable auprès des entreprises québécoises, ce dans le but d'atteindre la cible de 20 % des entreprises ayant amorcé une démarche de développement durable adoptée par le CIDD.	MEIE, MFQ, MDDEFP, MRN, MTQ, IQ, CRIQ, MAPAQ, MRIF, MTESS, Services Québec	MEIE
17) Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	Le Comité-conseil conseille le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises. Il identifie les besoins des entreprises à cet égard et détermine les domaines réglementaires à traiter en priorité. Il effectue également le suivi de la mise en œuvre des recommandations et des mesures adoptés par le gouvernement en matière d'allègement réglementaire et administratif.	MEIE, FCEI, FCCQ, CPQ, MCE, MTESS, SCT, RQ, MEQ, MDDELCC, CQCD	MEIE
18) Table sur l'aide au développement économique	Cette table interministérielle a le mandat de proposer, à la Commission de révision permanente des programmes, des scénarios de révision de l'offre de programmes d'aide au développement économique du gouvernement du Québec afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience.	MEIE, SCT, MFFP, MFQ, MTESS, MAMOT, MERN, MAPAQ, MTO, MTQ	MEIE et SCT

Question 42

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
19) Équipe-projet de la Table sur l'aide au développement économique	Ce comité interministériel a pour mandat d'appuyer la Table sur l'aide au développement économique notamment en contribuant à la production d'un rapport proposant des scénarios de révision de l'offre de programmes d'aide au développement économique du gouvernement du Québec.	MEIE, SCT, MAPAQ, MTESS, MAMOT, MTO, MFFP, MERN, MTQ, MFQ	MEIE et SCT
20) Comité interministériel en économie sociale	Le comité vise à faciliter la mise en œuvre de la Loi sur l'économie sociale et le suivi du Plan d'action gouvernemental en économie sociale. De plus, il permet d'échanger sur les problématiques et les enjeux sectoriels ou transversaux liés au développement de l'économie sociale.	MEIE, MAMOT, MESS, MCC, MFE, MF, MICC, MSSS, SAA, SAJ, MTQ, MAPAQ, SHQ, MELS, MRN, MDDEFP, SCT, SRM, SCN, IQ, RQ, ISQ, MEESR, MRIF	MEIE
21) Table des partenaires en économie sociale	Elle a comme objectif de rassembler les différents partenaires du gouvernement du Québec afin de conseiller le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations.	Chantier de l'économie sociale, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, pôles régionaux d'économie sociale, Fédération des coopératives de développement régionale, Réseau des conférences régionales des élus	MEIE
22) Table de concertation Repreneurs collectifs	Elle a pour mandat d'évaluer et de proposer des actions, moyens et mesures pouvant faciliter la reprise collective (coopératives ou autres) des entreprises en situation de relèvement entrepreneuriale.	MEIE, Coopérative de développement régional de Montréal / Laval, Chantier de l'économie sociale, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, CSN, Centre de transfert d'entreprise du Québec, Desjardins Entreprises Capital régional et coopératif, Fédération des CDR du Québec, Fédération des municipalités du Québec, FTQ, Fondation, Fonds de solidarité Investissement Québec, MCE Conseils, Pôle régionaux en économie sociale, Raymond Chabot Grant et Thornton, Réseau de la coopération du travail, Union des municipalités du Québec	MEIE
23) « Entreprises Québec » comité d'orientation	Le comité a pour mandat de définir les orientations stratégiques gouvernementales de la bannière « Entreprises Québec ».	MEIE, MTESS, IQ	MEIE
24) « Entreprises Québec » comité directeur	Le comité a pour mandat de mettre en place les orientations stratégiques et de les faire valider et progresser dans leurs organisations.	MEIE, MTESS, IQ	MEIE

Question 42	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
25) « Entreprises Québec » comité de coordination et chantier de travail	Le comité a pour mandat d'assurer l'avancement du projet dans les organisations, d'agir comme pivot dans les organisations respectives, d'élaborer le plan d'affaires, de coordonner les travaux des 4 chantiers opérationnels (Parcours client, Gestion du changement, Validation régionale, Promotion) et d'alimenter les travaux des comités stratégiques décisionnels (comité directeur et comité d'orientation).	MEIE, MTESS, IQ	MEIE
26) Comité national PerforME	Le comité a pour mandat d'adopter le processus global de la Stratégie, d'adopter les conditions d'admissibilité et d'évaluation des entreprises performantes, d'adopter les critères d'admissibilité et d'évaluation des projets, de prioriser les projets des entreprises, de mettre en place un mécanisme de révision, d'adopter des indicateurs pour mesurer la performance de la Stratégie et de recommander des ajustements.	MEIE, Fédération des chambres de commerce du Québec, Sid Lee, Bois ouvrés Waterville Inc., Groupe Procycle, Moment Factory, ACCEO Solutions Inc., Technologies D-Box inc., Groupe Génacol, Manufacturiers et exportateurs du Québec	MEIE
27) Comité consultatif d'Export Québec	Ce comité a pour mandat la consultation du milieu afin de mieux adapter les interventions et les orientations d'Export Québec à la réalité des entreprises.	MEIE, Groupe Meloche, Canadel, Behaviour Interactif, gsmprjct technologie, Tuba, Biothermica, Premiartech, Neptune, Groupe Bertec, Robert Hydraulique, AccelLAB, Merkur, Créaform inc., Groupe Aldo, Irosoft, Aéro Montréal, AFMQ, Alliance numérique, CCMM/WTC, Commerce international Québec, ÉCOTECH, FCCQ, FEPAQ, MEDEC, MEQ, Montréal In Vivo, Pôle d'excellence en transport terrestre, Québec International, Sensation Mode, Techno Montréal, RJCCQ	MEIE
28) Table de concertation interministérielle en recherche et en innovation	Cette table interministérielle a pour mandat de faciliter la concertation et la collaboration entre tous les ministères concernés par la recherche et l'innovation, de façon à maintenir une vision commune et partagée des priorités au sein de l'État québécois.	MEIE, MEESR, MERN, MDDELCC, MTQ, MFQ, MRIF, MAPAQ, MCC, MIDI, MFQ, MJQ, MTO, MTESS, MSP, MFFP, MAMOT, MSSS, MCE	MEIE
29) Sous-comité d'organisation de la mission ministérielle au Salon aérospatial de Farnborough 2014	Organiser la mission ministérielle au Salon aérospatial de Farnborough 2014.	MEIE (DTL et Comm.), Investissement Québec (IQ), Montréal international (MI), Délégation générale du Québec à Londres	MEIE
30) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial du Bourget 2015	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial du Bourget 2015.	MEIE (DTL, Export Québec, DIPI, Comm.), IQ, MI, Délégation générale du Québec à Paris (DGQP)	MEIE

Question 42

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
31) Sous-comité d'organisation de la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget 2015	Organiser la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget 2015.	MEIE (DTL, DIPI, Comm.), IQ, MI, DGQP	MEIE
32) Comité interministériel sur les services spatiaux	Définir la position du Québec dans le secteur spatial, dans le cadre de la Politique spatiale du Canada.	MEIE, MTQ, MESRS et MERN	MEIE
33) Comité interministériel pour l'électrification des transports	Mise en place d'un plan en électrification des transports.	MEIE et autres ministères (niveau sous-ministres)	MTQ
34) Comité de coordination de l'électrification des transports	Coordonner les actions des différents intervenants en électrification des transports.	MEIE, MTQ, Inno-Vé, CNTA, ITAQ, Pôle transport terrestre	Pôle transport terrestre
35) Comité Défense	Mise en œuvre d'une nouvelle politique fédérale de retombées industrielles et technologiques.	MEIE, Aéro-Montréal, DEC, Industrie Canada, Pôle transport terrestre, Québec International	DEC
36) Comité directeur de la stratégie maritime	Participer à l'élaboration, à l'implantation et au suivi de la stratégie maritime.	MEIE, MCE, MERN, MTQ, MDDELCC, Tourisme, MAMOT, MESRS (niveau sous-ministre)	MCE
37) Comité ministériel de l'implantation de la stratégie maritime	Veiller à mettre en valeur le potentiel du fleuve et de l'estuaire du Saint-Laurent en exploitant de manière responsable le potentiel maritime du Québec, dans le contexte de la croissance des échanges commerciaux internationaux.	MEIE, MCE, MERN, MTQ, MDDELCC, Tourisme, MAMOT, MESRS (niveau ministre)	MCE
38) Nasco Régional	Soutien technique au colloque régional de la North American Strategy for Competitiveness (NASCO) qui se tiendra le 10 juin 2015 à Montréal.	MEIE	MTQ
39) Comité-conseil sur la gestion des matières résiduelles	Le Comité formulera des recommandations au gouvernement sur les façons d'optimiser la gestion des matières résiduelles et sur le futur plan d'action 2016-2020 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.	AOMGMR, FQM, ACC, ÉEQ, CETEQ, 3R MCDQ, SOGHU, FEPAC, Kruger, Owens Illinois, FCQGED, CRE-Montréal, RQEES-GMR, Réseau Env, CTTEI, MEIE	MDDELCC
40) Groupe de travail sur l'avenir de la filière éolienne	Émettre des recommandations quant aux meilleurs moyens d'aider l'industrie à développer son expertise et ses produits afin d'augmenter ses exportations et sa capacité de répondre à des besoins spécifiques et diversifier sa production.	Groupe Énergie renouvelable Brookfield, Technocentre éolien, MEIE, CANWEA, AQPER, MERN.	MERN
41) Comité interministériel sur les biocarburants et les bioénergies	Concierter les interventions du financement de projets d'entreprises québécoises.	MAPAQ, MEIE, CRIQ	MERN
42) Comité directeur sur la stratégie québécoise de l'eau	Contribuer à l'élaboration de la Stratégie Assurer la collaboration et la cohérence à l'échelle interministérielle.	MTO, MAMOT, MFFP, MEIE, MCE, MSP, MAPAQ, MRIF, MERN, MSSS, MTQ	MDDELCC
43) Comité interministériel sur les changements climatiques (CICC)	Mise en œuvre et suivi du PACC 2013-2020.	MAPAQ, MERN, MDDELCC, MAMOT, MEIE, MTQ, MRIF, MSP, MCE, MSSS, SAAQ	MDDELCC
44) Comités d'évaluation scientifique et socio-économique - 2 ^e appel de propositions - FPQIS	Ces comités de pairs indépendants internationaux ont comme objectif d'évaluer les projets transmis par le comité d'évaluation administrative (12 projets pour le 2 ^e appel) pour leur qualité scientifique et socio-économique.	Deux comités de pairs indépendants par appel de propositions (23 experts pour le 2 ^e appel) MEIE et MSSS	MEIE

Question 42

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
45) Comité interministériel- 2 ^e appel de propositions - FPQIS	Ce comité a comme objectif d'apprécier les évaluations provenant des comités de pairs indépendants et de recommander, en prenant en compte les orientations de chacun des ministères impliqués, les projets qui pourraient bénéficier du soutien gouvernemental dans le cadre du FPQIS. Sept projets ont été recommandés et approuvés par la suite par le Conseil des ministres.	MEIE et MSSS	MEIE
46) Comités de suivi des projets retenus du FPQIS avec le MSSS	Quatre comités ont été mis en place afin d'arrimer l'avancement des projets du FPQIS présentant une composante d'intégration dans le réseau de la santé avec les orientations du MSSS.	MEIE, MSSS et les promoteurs des quatre projets identifiés. Génome Québec (observateur)	MEIE
47) Comité de suivi MEIE/MSSS/PMPC – Projet mobilisateur en soins de santé personnalisés (Partenariat pour la médecine personnalisée en Cancer (PMPC))	Ce comité de suivi a comme mandat de suivre l'évolution du projet du Partenariat pour la médecine personnalisée en Cancer (PMPC) et d'assurer le déploiement de certaines des solutions technologiques développées dans le cadre de ce projet.	MEIE, MSSS, PMPC	MEIE
48) Comité directeur de la mission du Québec à la convention internationale BIO 2014 et BIO 2015	Ce comité a comme mandat d'organiser et de coordonner la mission ministérielle et industrielle du Québec à la convention internationale BIO 2015. Quatre sous-comités se rapportent au comité directeur. Le sous-comité des communications, du Rendez-vous Québec, stratégique et de l'agenda ministériel.	MEIE, MEESR, IQ, MRIF, MSSS	MEIE
49) Renouvellement des orientations en aménagement - Exercice de vision en gestion de l'urbanisation	Produire un document d'orientations sur le thème du développement durable des milieux de vie qui regroupe les aspects suivants : la gestion de l'urbanisation, la mobilité durable, la réduction des gaz à effet de serre, la santé et les saines habitudes de vie ainsi que l'aménagement culturel du territoire.	MTQ, MCC, MTQ, MSSS, MDDEFP, MAPAQ, SHQ, MEIE.	MAMOT
50) Comité pour le développement d'un réseau de commercialisation des bières de microbrasseries du Québec	Travaux en vue de la mise en place d'un réseau de points de vente accrédités offrant les bières de microbrasseries ayant elles-mêmes obtenues une accréditation dans le cadre du Programme Qualité en cours d'élaboration. Les travaux du comité visent le fonctionnement du Réseau, les critères d'admission, le site Internet, etc.	Association des détaillants en alimentation du Québec (ADA), Association des marchands dépanneurs épiciers du Québec (AMDEQ), Association des microbrasseries du Québec (AMBQ), MAPAQ, MEIE	MEIE
51) Groupe de travail intergouvernemental sur le rembourrage – Upholstered and Stuffed Articles Regulatory Review Project	Révision des dispositions législatives et réglementaires provinciales sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés.	MEIE et ses homologues du Québec, de l'Ontario et du Manitoba	MEIE
52) Groupe de travail sur le secteur brassicole	Documenter une série d'enjeux du secteur brassicole et proposer au gouvernement du Québec des recommandations.	Association des brasseurs du Québec (ABQ), Association des microbrasseries du Québec (AMBQ), MAPAQ	MEIE

Question 42

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
53) Comité de travail pour la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	Susciter un engagement collectif volontaire pour faire diminuer les pressions socioculturelles naissant des idéaux de beauté basés sur la minceur extrême et à favoriser une société saine et égalitaire.	MEIE, MCCCCF-SCF, MELS, MSSS et MEIE	MCCCCF-SCF
54) Groupe Économie Verte et Responsable (sous-comité au comité ministériel de développement durable, responsable de la stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020)	Faciliter la mise en œuvre de l'Orientation 2 de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 et la mise en œuvre des engagements ministériels qui en découlent dans le Plan d'action de développement durable du MEIE 2015-2020. Le groupe contribue à la mise en place d'une gouvernance du développement durable à l'interne et à la création d'un climat favorable au développement durable.	Directions concernées du MEIE	MEIE
55) Groupe de travail sur les coûts de l'électricité	Faire le point sur la situation des entreprises dans le contexte économique actuel. Poursuivre les échanges avec Hydro-Québec relativement aux options tarifaires à développer dans une perspective d'amélioration de la compétitivité des consommateurs grande puissance au Québec.	MERN-MEIE-HQ, et partenaires associations : Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité (AQCIE), Conseil de l'industrie forestière du Québec, Association minière du Québec, Association de l'aluminium du Canada, Association canadienne de l'industrie de la chimie	MEIE
56) Comité interministériel sur les grands utilisateurs d'électricité (CIGUE)	Effectuer un diagnostic complet sur la problématique des tarifs des grands consommateurs d'électricité du Québec. Proposer des pistes de solution.	MERN, MEIE, MFQ	MEIE
57) Comité interministériel sur le gaz naturel liquéfié pour la Côte-Nord	Dresser un portrait du marché du gaz naturel liquéfié (GNL) au Québec. Énumérer et documenter les enjeux liés au GNL et à son implantation dans le Nord-du-Québec. Évaluer les différents projets de GNL. Déterminer les possibilités d'intervention du gouvernement du Québec et formuler des recommandations à cet effet.	SPN, MEIE, MFQ, MERN, MDDELCC	SPN
58) Comité interministériel sur la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium (SQDA)	Le mandat du comité interministériel consiste à collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la SQDA.	MEIE, MERN, MFQ, MTQ, MDDELCC, IQ, HQ, Emploi-Québec, MESRS	MEIE
59) Comité ministériel du Plan Nord	Relancer le Plan Nord dans toutes ses dimensions, économiques, sociales et environnementales.	MERN, SAA, MJQ, MEIE, MAMOT, MEESR, MDDELCC, MTO, MTQ, MTESS, MFFP, Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique Ministre délégué aux Mines Ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional	MERN

Question 42	Suite
-------------	-------

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
60) Comité directeur du Plan Nord	Assurer une cohésion de l'action gouvernementale en matière de développement nordique.	Composé du secrétaire général associé à l'implantation de la stratégie maritime, du secrétaire général associé aux affaires autochtones et des sous-ministres des ministères suivants : MERN, SAA, MJQ, MEIE, MAMOT, MEESR, MDDELCC, MTO, MTQ, MTESS, MFFP Ministère déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique Ministère délégué aux Mines Ministère délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional	Secrétariat au Plan Nord

Question 43	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
-------------	--

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 44	Coût de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 45	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 46	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la **Société du Plan Nord** pour tous les ministères et organismes.

Question 47

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la **Société du Plan Nord** pour tous les ministères et organismes.

Question 48

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Réponse :

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 49

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale (opération et capital) s'élève à 8,5 M\$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 50

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

a) la masse salariale.
b) les indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Réponse :

- a) La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Pour 2014-2015, aucune indemnité de retraite n'a été versée.

Question 51	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
-------------	--

Réponse :

Veuillez référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15.

Question 52

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor, le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 53	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
-------------	--

Réponse :

L'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

Question 54

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



economie.gouv.qc.ca